

Présents

Monsieur DENIS, Président de TOURS HABITAT,

Monsieur ARNOULD, Madame BA-TALL, Madame BOUAKKAZ, Madame DJABER, Madame GOBLET, Madame GOLDANI-BLANCHET, Monsieur GRATEAU, Madame JOVENEAUX, Monsieur MARTINS, Madame MERCIER, Monsieur MIRAULT, Monsieur MOURABIT, Madame MOSNIER, Madame QUINTON et Madame ROCHER, Administrateurs

Excusés

Monsieur DHENNE, dont le pouvoir a été attribué à Monsieur MARTINS Monsieur LECONTE, dont le pouvoir a été attribué à Monsieur MIRAULT Madame MORLEGHEM, qui n'a pas souhaité donner pouvoir Monsieur VALLET,

Absents

Monsieur COMMANDEUR, Monsieur FRANCOIS, Madame MUNSCH MASSET.

Participaient également à cette séance

Monsieur SIMON, Directeur Général de TOURS HABITAT
Madame BARRANGER, Directrice des Ressources Humaines de TOURS HABITAT,
Monsieur FERREIRA, Directeur des Services à la Clientèle de TOURS HABITAT,
Madame HOSTACHE, Secrétaire Générale de TOURS HABITAT,
Madame LOISEAU, Directrice Financière et Comptable de TOURS HABITAT,
Monsieur MARCONNET, Directeur du Patrimoine de TOURS HABITAT,
Madame ROLLIN, Directrice du Développement et de l'Aménagement de TOURS HABITAT,
Madame THOMAS Brigitte, Secrétaire du CSE de TOURS HABITAT
Madame GUERREIDO DA COSTA, Adjointe de Service Habitat et Construction à la Direction Départementale des Territoires,

Présidence de Monsieur Emmanuel DENIS



SOMMAIRE

ADMINISTRATION GENERALE	5
1. APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 JUIN 2022	
2.CALENDRIER DES SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE TOURS HABITAT	
3.PUBLICITE ELECTRONIQUE DES ACTES DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT (OPH)	7
FINANCES COMPTABILITE	9
4.SUIVI DE L'EPRD 2022 – DECISION MODIFICATIVE N°2	
5.BUDGET ANNEXE 2022 – CONCESSION ECOQUARTIER DE MONCONSEIL : DECISION MODIFICATIVE N°1	
6.CHAMP DE MARS – REHABILITATION THERMIQUE DE 85 CHAMBRES ETUDIANTES : PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	13
7.COTATION BANQUE DE FRANCE	15
DEVELOPPEMENT AMENAGEMENT VENTE	
8. TOURS - ZAC DE MONCONSEIL - AFFECTATION DU LOT N (CONSTITUE DES PARCELLES CADASTREES AY 712 ET AY 713) DE LA COLD D'AMENAGEMENT MONCONSEIL AU BUDGET PRINCIPAL DE TOURS HABITAT OPH	
9. TOURS- ACQUISITION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX EN VEFA AUPRES DU PROMOTEUR ATARAXIA	
10. TOURS – 15 RUE DU LUXEMBOURG : CESSION DU TERRAIN AU PROMOTEUR NEXITY ET ASSOCIATION EN CO-PROMOTION EN CREATION D'UNE SCCV AVEC TOURS HABITAT	
11. TOURS - DIA RUE SAPAILLE - EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN DELEGUE	
12. FONDETTES – LES RONCIERES – PROPOSITION D'ACQUISITION DU FONCIER PAR LE PROMOTEUR KAUFMAN AND BROAD	2
13. PARCAY MESLAY – ZAC DE LA LOGERIE : ACQUISITION DE 10 LOGEMENTS AUPRES DU PROMOTEUR NEXITY	27

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

GESTION	29
14. PRESENTATION DE L'ENQUETE DE SATISFACTION PAR LE CABINET REGLE DE TROIS ET ACTIONS MISES EN OEUVRE OU ENVIS AMELIORER CERTAINES THEMATIQUES	
15. BLAISE PASCAL – PHARMACIE SITUEE 3 PLACE NEUVE : MODIFICATION DE LOYER DE LA CELLULE COMMERCIALE	34
QUESTIONS DIVERSES	35
ANNEXES	36
POINT N°4	37
SUIVI DE L'EPRD 2022 – DECISION MODIFICATIVE N°2	37
POINT N°14PRESENTATION DE L'ENQUETE DE SATISFACTION PAR LE CABINET REGLE DE TROIS ET ACTIONS MISES OU ENVISAGEES POUR AMELIORER CERTAINES THEMATIQUES	S EN ŒUVRE

ADMINISTRATION GENERALE en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

1. APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 JUIN 2022

(A/101)



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'approuver le compte-rendu du Conseil d'Administration du 22 juin 2022, joint en annexe.

2. CALENDRIER DES SEANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE TOURS HABITAT

(A/101)

Le Directeur Général indique au Conseil d'Administration qu'en raison de la tenue d'un Conseil Municipal le 14 décembre prochain, le planning des séances du 2ème semestre 2022 est modifié comme suit :

> le Mercredi 19 octobre 2022 à 17 H 30 (sans changement)

L'Ordre du Jour de cette séance comportera, entre autres, l'avant-projet de budget pour l'exercice 2023 et les hausses de loyers à pratiquer au 1er janvier 2023,

> le Vendredi 16 décembre 2022 à 16 H 00 (au lieu du 14/12/2022 initialement).

L'Ordre du Jour de cette séance comportera, entre autres, l'examen du projet de Budget pour l'année 2023.



Le Conseil d'Administration prend acte de cette information.

3. PUBLICITE ELECTRONIQUE DES ACTES DES OFFICES PUBLICS DE L'HABITAT (OPH)

(A/101 - A/7)

Le Directeur Général et la Secrétaire Générale expliquent au Conseil d'Administration que, depuis le 1er juillet 2022, les OPH rattachés aux collectivités territoriales et EPCI doivent appliquer le régime de la publicité électronique pour les actes réglementaires (ordonnance n° 2021-1310 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements). Un acte règlementaire fixe une règle générale, impersonnelle et s'impose à tous, tandis qu'un acte individuel s'applique exclusivement à un ou plusieurs destinataires de manière nominative.

La publicité électronique permet de garantir l'authenticité et d'assurer la mise à disposition du public de manière permanente et gratuite des actes. Les actes des établissements publics locaux, comme les OPH, sont alignés sur celui de leurs collectivités de rattachement. En l'occurrence pour TOURS HABITAT, TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE.

Afin de respecter cette obligation, les décisions du Conseil d'Administration de TOURS HABITAT, qui ont un caractère réglementaire, doivent être publiées sur le site internet de l'Office.

Les décisions du Conseil d'Administrations qui relèvent des actes individuels n'ont pas à être publiés ; ils concernent notamment :

- Les décisions relatives à la nomination du Directeur Général et à l'exécution de son contrat de travail,
- Les décisions relatives à une affaire contentieuse,
- Les décisions relatives à des actes d'administration ou de disposition ayant une portée individuelle (ex : attribution d'une cellule commerciale, vente d'un logement...)

Les actes réglementaires sont publiables en ligne (décisions et éventuels documents annexes), sans qu'il y ait lieu de s'interroger sur les mentions qui seraient couvertes par les dispositions protectrices du Code des Relations entre le Public et l'Administration. Les textes de référence ne prévoient pas l'anonymisation des documents.

Pour autant, seuls les extraits de délibérations font l'objet du contrôle de légalité, et non le compte rendu des débats dans son intégralité. Le Directeur Général et la Secrétaire Générale proposent donc que, par parallélisme, les extraits de délibérations soient publiés sur le site internet, dans la mesure où ils formulent précisément les décisions arrêtées par le Conseil d'Administration (comme le pratique la Métropole). Les débats, eux, ne seraient portés à la connaissance des tiers que, par le biais de demandes de consultation des comptes rendus, demandes auxquelles l'Office se doit de répondre dans la mesure où elles ne sont pas jugées abusives (consultation sur place, envoi par mail si le document est numérisé ou copie papier aux frais du demandeur).

La publication sur le site internet des actes réglementaires doit être effective durant deux mois minimum. Les actes réglementaires relevant des décisions du Conseil d'Administration seront publiés au fil de l'année sur le site internet, pour une période de deux mois, dès la réception des extraits de délibérations par le Contrôle de légalité.

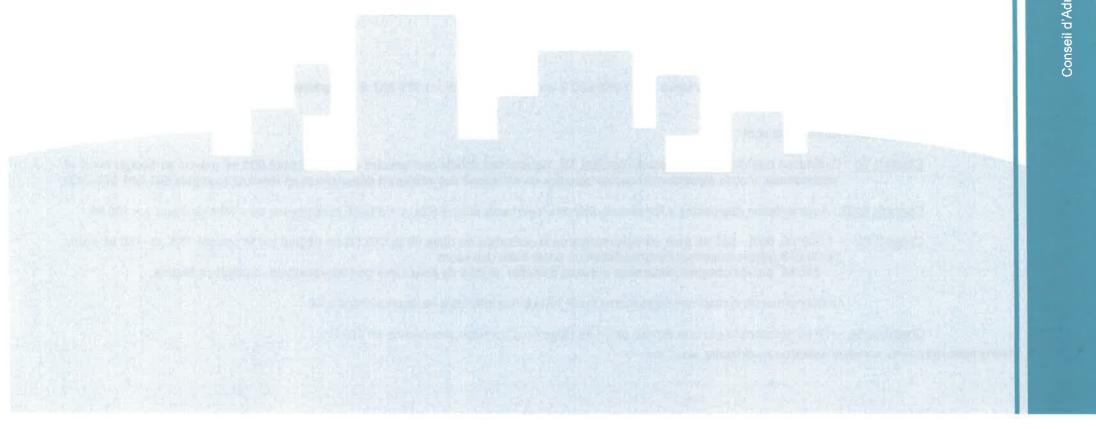
en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1



Le Conseil d'Administration prend acte de cette information.

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

FINANCES COMPTABILITE



4. SUIVI DE L'EPRD 2022 – DECISION MODIFICATIVE N°2

(A/311)

Le Directeur Général et la Directrice Financière et Comptable rappellent au Conseil d'Administration que, lors de sa séance du 9 décembre 2021, il avait été approuvé le budget (EPRD) 2022, avec un résultat excédentaire de 832 014 €, puis modifié par une décision modificative n°1, acceptée lors du Conseil d'Administration du 23/03/2022, suite à l'augmentation du taux du Livret A et à l'évolution de la Taxe Foncière, ramenant le résultat d'exploitation à 485 014 €.

Il est nécessaire d'effectuer, à nouveau, sur les Sections Fonctionnement et Investissement, des transferts de comptes à comptes et décisions modificatives sur le budget 2022 entraînant :

- la diminution de dépenses et de recettes d'investissement, suite à des reports de travaux compte tenu des problèmes d'approvisionnement des matières premières et des surcoûts constatés lors des consultations des entreprises,
- à des réajustements sur les comptes de fonctionnement

A partir du diaporama joint au présent compte-rendu, la Directrice Financière et Comptable commente les différentes modifications apportées aux Sections Fonctionnement et Investissement, à savoir :

Concernant la Section Fonctionnement

Le montant de la Décision Modificative s'élève à + 1 955 800 € en dépenses et à + 1 975.352 € en recettes, portant un résultat prévisionnel à 504 566 €.

Les principales modifications sont :

<u>Chapitre 60</u>: Diminution des dépenses de stock (compte 33), notamment achats des terrains de la ZAE pour 900 k€ prévus au budget initial et abandonnés, d'où la répercussion sur les comptes de variations des stocks en dépenses et en recettes (comptes 601-604 603-713)

Chapitre 6152 : Augmentation des postes « Remise en état des logements suite à EDL » + 330 k€ et dépenses de « P3 chauffage » + 100 k€

<u>Chapitre 62</u>: - 1 300 k€, dont - 980 k€ pour enregistrement de la cotisation de base de la CGLLS en négatif sur le compte 758, et -150 k€ euros sur le 628 (pour compenser l'augmentation du poste états des lieux)

- 300 k€ sur les comptes honoraires bureaux d'études et frais de poursuites non récupérables - budget surestimé

ce qui permet de compenser entre autres les + 160 k€ des intérêts d 'emprunts chapitre 66

<u>Chapitres 64</u>: +79 k€ compensés par une reprise de 71 k€ (litige prud'hommes provisionné en 2021)

COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 SEPTEMBRE 2022 - 10 -

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

Chapitre 67 : + 254 k€ sinistre Rue du Général de Gaulle évalué par expertise en Aout 2022 (300 k€ de travaux), contrepartie en compte 78

Chapitre 68 : Dotation - 200 k€, opérations d'investissement dont les réceptions vont être décalées en 2023

Chapitre 063 : charges récupérables

Le budget a été calculé en septembre 2021 avant la hausse importante des indices du gaz en octobre 2021, d'où un réajustement du budget et la prise en compte du bouclier tarifaire jusqu'à la fin de l'année : + 3 620 k€ / contrepartie en chapitre 703 en prenant en compte le taux de vacance moyen annuel des logements.

Concernant la Section Investissement

Le montant de la Décision Modificative s'élève en dépenses à - 963.448 €, correspondant entre autres :

En dépenses :

- Aux immobilisations corporelles :
 - -2000 k€: report des travaux de remplacement de composants, notamment le remplacement des gardes corps Rives du Cher et étanchéité des terrasses Rotonde, suite à l'Appel d'offres infructueux, ou décalage suite à des problèmes d'approvisionnement
 - + 365 k€: en achat de terrain (Prévision initiale 670 k€ achat terrain 95-97 ave Maginot reporté, et remplacé par le terrain 35
 Rue Sapaille et les lots E et N de Monconseil)

En recettes:

- - 3000 k€ de souscription d'emprunts
- + 1000 k€ en subvention : Notification de la subvention Conseil Régional pour l'EPHAD de Fondettes, non prévue initialement au budget

Le Directeur Général, après cette présentation des modifications sur le budget 2022, évoque le budget 2023 et fait état d'inquiétudes liées à une forte augmentation des contraintes financières pesant sur les organismes HLM: Réduction de Loyer de Solidarité, Taux de TVA, taxe Foncière, augmentation des coûts de l'énergie et des matériaux. Des économies vont devoir être faites mais le coût de gestion de TOURS HABITAT est déjà significativement inférieur à la médiane nationale des OPH. Les loyers de TOURS HABITAT sont particulièrement faibles du fait de la date de construction d'une partie importante du parc: avant 1977, les financements prévoyaient des plafonds de loyers bas. Quand bien même le Conseil d'Administration décidait d'augmenter les loyers en 2023, cette augmentation (en pourcentage) serait relative car s'appliquant à des loyers bas.

Madame GOLDANI estime que les augmentations, que ce soit celles des loyers ou seulement celles des charges, vont être très difficiles à vivre pour les locataires, y compris ceux du parc privé. Ces derniers risquent fort de se retourner vers le parc HLM. Les OPH doivent donc être soutenus et avoir les moyens d'assurer leur mission. Le logement social doit pouvoir s'appuyer, en situation de crise, sur un engagement national de défense du service public du logement.

Le Directeur Général ajoute qu'en effet, le modèle du logement social nécessite une stabilité. Pour traverser la crise actuelle, des solutions vont devoir être trouvées.



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser le Directeur Général à effectuer, pour les Sections « Fonctionnement » et « Investissement », des transferts de Comptes à Comptes et Décisions Modificatives sur le budget initial 2022, voté lors du Conseil d'Administration du 9/12/2021.

5. BUDGET ANNEXE 2022 - CONCESSION ECOQUARTIER DE MONCONSEIL : DECISION MODIFICATIVE N°1

(Ecoquartier MONCONSEIL C/3)

Le Directeur Général et la Directrice Financière et Comptable rappellent au Conseil d'Administration que, lors de sa séance du 9 décembre 2021, il a été adopté l'EPRD (Budget) Annexe « Concession Ecoquartier de Monconseil » pour l'année 2022.

Toutefois, il est nécessaire de modifier le budget, compte tenu de report de travaux et de la commercialisation de certains lots.

La Directrice Financière et Comptable commente les différentes modifications, à savoir :



en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

La vente complémentaire du lot 10 à Valloire, prévue fin 2021, a été décalée début 2022 :

La vente du Lot N prévue initialement en 2023 : + 280 k€

Le rachat d'une partie du terrain du lot 23 à TOURS HABITAT + 170 k€

- La participation TMVL au tire de l'article L311-4 pour le lot E décalée en 2024 : - 425 k€

Ces modifications entraînent la modification du budget initial et engendrent la passation d'une Décision Modificative n°1 présentée dans la pièce jointe en annexe.



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'accepter cette Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022.

+ 450 k€

6. CHAMP DE MARS - REHABILITATION THERMIQUE DE 85 CHAMBRES ETUDIANTES : PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

(CM C/3)

Le Directeur Général et la Directrice Financière et Comptable rappellent au Conseil d'Administration que la réhabilitation thermique des 85 chambres étudiantes, situées en surélévation des bâtiments 1-3-4-5-6-7 de la Résidence du Champ de Mars a été programmée dans le Plan Stratégique de Patrimoine pour les années 2021-2022.

Cette opération de réhabilitation permettra, entre autres, l'amélioration des performances énergétiques par le remplacement des menuiseries extérieures, velux et portes palières, l'isolation des combles, le raccordement au réseau d'eau chaude général, le raccordement des logements sur le réseau de chaleur de Tours Ouest, la mise en place d'une ventilation ainsi que le remplacement des radiateurs électriques par des radiateurs à eau.

L'étude thermique réalisée montre que l'étiquette énergétique indicative des logements, avant travaux se situe en D pour les bâtiments 1 et 3 et E pour les bâtiments 4-5-6-7 et se situera en B et C après travaux.

Les lots « Menuiseries extérieures et intérieures » ont été attribués fin 2021 avec un ordre de service de démarrage des travaux en décembre 2021 pour les menuiseries extérieures. Le lot « couverture » a été désigné en avril 2022, puis le lot « chauffage-ventilation-plomberie » en juillet 2022.

Le prix de revient prévisionnel de ce programme s'établit à : 1 332 000 €

Son plan de financement prévisionnel est ainsi constitué :

 Eco-Prêt CDC 25 ans (TLA-0.25)
 1 089 000 €

 Subvention TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE
 110 500 €

 Subvention ETAT (Plan de Relance)
 108 290 €

 Autofinancement
 24 210 €

 1 332 000 €

De ce fait, pour le financement de cette opération, le Directeur Général est invité à réaliser, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, un Contrat de Prêt composé d'une Ligne du Prêt pour un montant total de 1 089 000 €, dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Ligne 1 du prêt 1

Ligne du Prêt :	Eco-Prêt réhabilitation
Montant :	1 089 000 euros
Durée totale de la Ligne du Prêt :	25 ans
-Durée de la phase de préfinancement: -Durée de la phase d'amortissement : Dont durée de la phase du différé d'amortissement :	
Périodicité des échéances :	Annuelle
Index :	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel :	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt -0.25 %

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

	Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %	
Profil d'amortissement :	Amortissement déduit avec intérêts différés	
Modalité de révision :	Double révisabilité Limitée (DL)	
Taux de progressivité des échéances :	de 0 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du Contrat de Prêt en cas de variation du taux du Livret A) Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %.	



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser le Directeur Général, délégataire dûment habilité :

- à signer seul le Contrat de Prêt réglant les conditions de ce Contrat et les demandes de réalisation de fonds auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- à solliciter la garantie d'emprunt auprès de Tours Métropole Val de Loire et de la Ville de Tours.

7. COTATION BANQUE DE FRANCE

(C/3)

Le Directeur Général et la Directrice Financière et Comptable informent le Conseil d'Administration que, par courrier du 11 août 2022, la Banque de France, à l'issue du dernier examen de la situation de TOURS HABITAT, a attribué la <u>cotation C2+.</u>

Le Directeur Général tient à préciser que la Banque de France a modifié en 2022 sa méthodologie et son échelle de cotation qui passe de 13 crans à 22 crans, afin d'offrir une évaluation plus précise de la santé financière des entreprises. Cette nouvelle échelle reflète également l'adaptation de la

méthodologie de cotation aux exigences des statuts européens de la Banque de France, avec notamment un objectif de meilleure évaluation des risques et de la capacité de l'entreprise à y faire face.

L'analyse reste fondée sur les mêmes principes, avec notamment le maintien des différents thèmes d'analyse existants (solvabilité, liquidité, capacité bénéficiaire, autonomie financière) et de l'analyse qualitative. Néanmoins, certains indicateurs financiers ont été modifiés et mis à jour au regard de données sectorielles plus récentes.

Cette cotation a pour objectif d'apprécier le risque de crédit présenté par une entreprise. Elle est composée :

- d'une côte d'activité, exprimée par une lettre qui correspond au niveau d'activité, appréciée sur la base de son chiffre d'affaires,
- d'une côte de crédit, attribuée dans le cadre d'une échelle comprenant 22 valeurs significatives (1+, 1, 1-, 2+, 2, 2-, 3+, 3, 3-, 4+, 4, 4-, 5+, 5, 5-, 6+, 6, 6-, 7, 8, P), de la côte la plus favorable à la moins favorable); elle exprime la capacité de l'entreprise à honorer l'ensemble de ses engagements financiers sur un horizon de 3 ans.

La cotation attribuée à TOURS HABITAT s'interprète de la manière suivante :

Côte d'activité C : correspond à un niveau d'activité égal ou supérieur à 50 M€ et inférieur à 150 M€

<u>Côte de crédit 2+</u> : la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon de 3 ans est très satisfaite ++.

La cotation d'une entreprise a un caractère confidentiel, encadré par le Code monétaire et financier qui en définit strictement les destinataires potentiels (article L144-1). Les destinataires sont :

- les entreprises, elles-mêmes, en ce qui concerne leur propre cotation,
- et l'ensemble des acteurs du financement de l'économie via une adhésion au service FIBEN (Fichier Bancaire des Entreprises),
- certains clients internes à la Banque de France, notamment la Direction des Marchés des Capitaux (DMC) qui sélectionnent les créances éligibles et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) pour mesurer le risque sur les portefeuilles clients des banques.



Le Conseil d'Administration prend acte de cette information.

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1



8. TOURS - ZAC DE MONCONSEIL - AFFECTATION DU LOT N (CONSTITUE DES PARCELLES CADASTREES AY 712 ET AY 713) DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT MONCONSEIL AU BUDGET PRINCIPAL DE TOURS HABITAT OPH

(Ecoquartier de Monconseil C/15)

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement indiquent au Conseil d'Administration que le lot N de l'Ecoquartier de Monconseil est dévolu à une opération de logements locatifs sociaux. Cette emprise d'une superficie totale de 2 038 m² est constituée des parcelles cadastrées AY 712 et AY 713.

Ce lot autorise l'édification d'une opération d'environ 1 750 m² de surface de plancher (SDP), soit environ 25 à 27 logements.

Afin de permettre la programmation de cette opération dès 2023, il est proposé au Conseil d'Administration de procéder à « l'acquisition » de ce lot dès la fin d'année 2022.

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement rappellent au Conseil d'Administration qu'en matière de logement locatif social au sein de l'écoquartier, le prix fixé au bilan est de 160 € HT/m² SDP.

Le prix d'acquisition serait donc de 160 € HT x 1 750 m² SDP, soit 280 000 € HT.

Ce prix devra toutefois être adapté, à la hausse ou à la baisse, en fonction de la surface réellement autorisée au permis de construire.

L'avis de Monsieur de Maire doit être sollicité, afin qu'il confirme son accord quant aux modalités de cette vente.

Il est rappelé, ici, que s'agissant de la construction d'une opération de logements sociaux édifiée sur des terrains appartenant déjà à TOURS HABITAT, au titre de la concession d'aménagement, aucun acte notarié ne sera signé pour cette « vente », puisqu'elle ne donne pas lieu à un transfert de propriété.

Afin de pouvoir engager les constructions sur ce lot, il convient toutefois de transférer ces terrains de l'activité d'aménageur de TOURS HABITAT à son activité de constructeur.

Il convient donc d'intégrer les terrains cadastrés AY 712 et AY 713 au budget principal de TOURS HABITAT. En conséquence, la somme due sera transférée du budget principal au budget annexe de la concession d'aménagement d'ici la fin de l'année en cours. Ce transfert de fonds donne ainsi date certaine au « transfert de propriété ».

Monsieur DENIS, Président, rappelle le soutien que la Ville de TOURS apporte à TOURS HABITAT pour la réalisation de projets visant plus de mixité sur le territoire.



Après délibération et sous réserve de la réception de l'accord de Monsieur le Maire quant aux modalités de cette vente telles qu'indiquées cidessus, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser le Directeur Général à :

- transférer le lot N (parcelles AY 712 et AY 713) de l'écoquartier Monconseil de la Concession d'aménagement au budget principal de TOURS HABITAT,
- transférer les fonds du budget principal de TOURS HABITAT vers le budget annexe de la Concession d'aménagement, correspondant au paiement du prix de vente de ce terrain, soit 280 000 € HT.
- adapter le régime de TVA applicable.
- percevoir le paiement de ce prix de transfert au titre de la Concession d'aménagement.

9. TOURS- ACQUISITION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX EN VEFA AUPRES DU PROMOTEUR ATARAXIA

(cousinerie C/15 – cousinerie C/3)

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement informent le Conseil d'Administration que TOURS HABITAT a été sollicité par le Promoteur ATARAXIA, afin d'étudier l'acquisition en VEFA, dans le cadre d'une opération de plus grande ampleur à Tours nord, à proximité immédiate du parc de la Cousinerie.

La proposition, datée du 12 juillet 2022, porte sur l'acquisition de 10 maisons de ville accolées, 5 Types 3 et 5 Types 4, pour une contenance approximative de 761 m² de Surface Habitable (SHAB). Les places de stationnement seront privatives, situées à l'aplomb de chaque maison et la performance énergétique de l'opération sera RT 2012 – 20 %.

L'opération globale, portée par le Promoteur ATARAXIA, comporte 137 logements, répartis en majeure partie sur du collectif, et le permis de construire de l'opération a été obtenu le 17 février 2020. La voie de desserte sera privative, ce qui impliquera la mise en place d'une structure de gestion de type ASL (Association syndicale Libre) ou autre structure adaptée, afin de répartir les charges entre les différents bénéficiaires.

Le calendrier de l'opération prévoit une réalisation en 2 tranches de construction. Les 10 maisons de ville font partie de la seconde tranche, dont le chantier pourrait être lancé en avril 2023 pour une livraison en avril 2025.

Le prix proposé par ATARAXIA est de 2 530 € HT/m² SHAB.

Ce prix, exceptionnellement élevé, s'explique par la conjoncture économique actuelle induisant une hausse significative des coûts de construction, d'une part, mais aussi par la qualité des prestations proposées. A titre d'exemple, les séparatifs entre maisons sont constitués de doubles murs, les cuisines sont équipées, les volets roulants sont électriques, les menuiseries extérieures sont en aluminium et des pergolas complètent les aménagements extérieurs des stationnements.

Certaines de ces prestations pourront être négociées, afin de s'adapter aux souhaits de TOURS HABITAT, sous réserve d'une validation par la Ville pour les modifications devant faire l'objet de permis de construire modificatif, et ainsi réduire le prix de la VEFA.

La typologie de maisons de ville de ces logements et leur localisation dans un cadre privilégié participent de l'intérêt qui pourrait être porté à cette proposition.

Afin d'équilibrer au mieux ces logements, le financement en PLS serait le plus adapté, en ce sens, une programmation complémentaire de 10 PLS sur l'année 2022 pourrait être envisagée.

France Domaine a été saisi pour estimation de ces 10 logements le 10 août 2022.

Pour répondre à Madame GOLDANI, la Directrice du Développement et de l'Aménagement précise que le chauffage sera assuré par des chaudières individuelles gaz (dont la gestion dans le temps est plus facile que les pompes à chaleur ou les poêles à granulés).

A la demande de Madame GOLDANI, le Directeur Général précise que ces logements seront financés en PLS avec un montant de loyer de 8,50 euros au m² (et sans charges collectives).

Sur la sollicitation de Madame BA-TALL, la Directrice du développement et de l'Aménagement explique que les volets roulants électriques sont intéressants en terme d'entretien, notamment pour les grandes baies vitrées, ce système étant moins fragile que le système manuel.

Madame QUINTON relève l'intérêt de ce projet et approuve que le promoteur ATARAXIA se tourne vers un bailleur social, mais tient à affirmer que la maison individuelle n'est plus un modèle viable. La stratégie de densification de la Ville doit passer par des logements collectifs de qualité, avec des espaces verts préservant la tranquillité des habitants.

Monsieur DENIS, Président, explique qu'en effet, la Ville doit se densifier autour des transports en commun. Pour autant, il convient de tenir compte de l'habitat existant et de l'histoire des quartiers. Construire des tours au milieu des zones pavillonnaires ne serait ni acceptable ni accepté. En urbanisme, il faut faire des compromis. Il n'est plus question de développer de nouvelles zones pavillonnaires, ce modèle devant être abandonné. Le projet proposé par ATARAXIA relève plus de ce que l'on appelle des « maisons de ville », avec une grande part également de logements collectifs (non destinés à TOURS HABITAT). La densité est donc plus importante que ce que l'on trouve actuellement dans le quartier.

Pour répondre à Monsieur MIRAULT, la Directrice comptable et financière précise que l'acquisition de cette opération bénéficiera de 20% de fonds propres.



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser la poursuite des négociations avec le Promoteur ATARAXIA, afin de donner suite à cette proposition de VEFA et d'inscrire une programmation complémentaire de 10 PLS sur l'année 2022.

10. TOURS - 15 RUE DU LUXEMBOURG : CESSION DU TERRAIN AU PROMOTEUR NEXITY ET ASSOCIATION EN CO-PROMOTION EN VUE DE LA CREATION D'UNE SCCV AVEC TOURS HABITAT

(C/15 - G/06)

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement rappellent au Conseil d'Administration que, lors de sa séance du 21 juin 2012, il avait autorisé l'acquisition de la réserve foncière, cadastrée BS 16, située 15 rue du Luxembourg à Tours Nord.

Cette parcelle, située dans le Secteur Sapaillé-Luxembourg, fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation, nécessitant une vision d'ensemble des projets.

Le Promoteur NEXITY étant titulaire d'une promesse de vente des parcelles voisines, cadastrées BS 89 et BS 90, celui-ci s'est rapproché de TOURS HABITAT, afin d'étudier un projet commun. Une association en Société Civile de Construction-Vente a été envisagée entre TOURS HABITAT et le Promoteur NEXITY pour monter cette opération, par analogie à l'opération en cours des lots H4-H5 sur les Hauts de Sainte Radegonde.

Plusieurs réunions de travail avec les Services de la Ville et Mme SAVOUREY, Adjointe à l'Urbanisme, ont permis de définir un projet d'une centaine de logements, répondant aux attentes de la ville. Par courrier du 21 juin 2022, le Promoteur NEXITY a sollicité TOURS HABITAT afin de formaliser le partenariat envisagé.

L'opération immobilière serait composée de 5 bâtiments collectifs, d'une surface de plancher minimum d'environ 6 330 m² de surface de plancher.

Elle intègrerait la construction :

- d'un bâtiment de logements sociaux, destiné à TOURS HABITAT, de 4 étages représentant environ 26 logements,
- un second bâtiment de logements sociaux, destiné à la réalisation d'une pension de famille, qui serait cédé directement au futur gestionnaire,

- 58 logements en accession libre
- et 400 m² de bureaux qui viendraient compléter cette programmation variée.

Pour mémoire, le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) autorise l'association d'un OPH et de promoteurs privés en SCCV, dès lors que le seul objet de la SCCV sera de réaliser des logements, avec le cas échéant des locaux professionnels, en vue de leur vente.

La SCCV devra réaliser au moins 25 % de logements sociaux et les logements acquis par l'Organisme HLM, en VEFA, le seront à due concurrence de ses apports dans la SCCV.

Si l'on détaille cette SCCV, on a donc une SCCV dite « mixte » qui, à la fois, réalise de la promotion immobilière « privée » et construit des logements sociaux pour les vendre en VEFA à son associé organisme HLM. Le bilan financier de la SCCV a été établi sur la base d'une cession des logements à TOURS HABITAT en VEFA à 2 200 € HT/m² de Surface Habitable.

Par ailleurs, si la SCCV n'est pas financée majoritairement par l'OPH ou tout autre pouvoir adjudicateur, si sa gestion n'est pas soumise au contrôle de pouvoirs adjudicateurs et si l'assemblée et les organes de direction ne sont pas détenus à plus de 50 % par un ou des pouvoirs adjudicateurs, alors cette SCCV ne sera pas considérée comme un pouvoir adjudicateur, et par conséquent ne sera pas soumise au Code de la Commande Publique.

La répartition des parts de la SCCV, envisagée à ce stade, est de 25 % pour TOURS HABITAT et de 75 % pour les sociétés membres du groupe NEXITY. Elle pourra être ajustée en fonction de la programmation définitive de l'opération.

En outre, l'association en SCCV sera présentée pour accord du Conseil d'Administration, après validation par les instances décisionnelles de TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE.

En effet, il est rappelé que le projet de participation de TOURS HABITAT à cette SCCV devra faire l'objet d'un accord préalable de TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE, en tant que Collectivité de rattachement de l'Office, en application de l'article R421-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, avant d'être autorisé par le Conseil d'Administration.

Toutefois, afin de démarrer d'ores et déjà le partenariat entre TOURS HABITAT et le Promoteur NEXITY, et d'en arrêter les principes pour l'avenir, la signature d'une convention de co-promotion est nécessaire.

Elle établit notamment la répartition des missions entre TOURS HABITAT et le Promoteur NEXITY, précise la rémunération des parties et préfigure la répartition des participations entre les sociétés du groupe NEXITY et TOURS HABITAT. Les parts acquises par TOURS HABITAT seront déterminées, conformément à l'article L421-1-10° du Code de la Construction et de l'Habitation, à hauteur des logements finalement acquis en VEFA.

Cette convention perdra tout effet si l'autorisation d'acquérir des parts de la SCCV n'était pas obtenue de TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE et/ou du Conseil d'Administration.

La prise de participation ultérieure au sein de la SCCV viendra préciser par la suite la convention de co-promotion.

Parallèlement, afin de mener à bien le projet imaginé, la parcelle, cadastrée BS 16, d'une contenance de 1 309 m² devrait prochainement être cédée à NEXITY ou toute SCCV, dont NEXITY serait l'actionnaire majoritaire. Le montant de cette cession serait de 256 000 € HT, équivalent à la valeur nette comptable de la parcelle.

La cession de la parcelle cadastrée BS16 serait conditionnée à la poursuite du partenariat entre TOURS HABITAT et le Promoteur NEXITY au travers de la SCCV à créer, et donc à l'autorisation d'acquérir les parts de cette SCCV donnée à TOURS HABITAT par sa collectivité de rattachement et son Conseil d'Administration. La promesse de vente serait signée avec toute entité du groupe NEXITY, à laquelle se substituerait la SCCV au moment de la réitération de l'acte. La cession effective de la parcelle serait donc faite au profit de la SCCV; les actes constitutifs de la SCCV et ceux réglant la répartition des missions entre les associés viendront remplacer la convention de co-promotion.

Madame la Préfète d'Indre-et-Loire devra être informée, à l'issue de la cession, au regard des dispositions de l'article L.443-14 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Monsieur MIRAULT souhaite savoir quelle serait l'incidence d'un éventuel dérapage des coûts de la construction sur le prix des logements destinés à TOURS HABITAT.

Le Directeur Général explique que TOURS HABITAT signe un contrat de VEFA avec la SCCV au travers duquel les prix sont définitivement arrêtés. Le risque est donc porté par la SCCV elle-même, donc en majorité par le promoteur (TOURS HABITAT étant minoritaire dans la SCCV).



Après délibération et afin de formaliser, dès à présent, le partenariat entre NEXITY et TOURS HABITAT, lequel ne sera arrêté par le biais de la création d'une SCCV qu'après accord de TOURS METROPOLE VAL DE LOIRE et du Conseil d'Administration lors d'une séance ultérieure, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser le Directeur Général à :

- signer une promesse de vente avec le Promoteur NEXITY, incluant toute filiale du groupe, concernant la parcelle BS 16 pour un montant de 256 000 € HT, sous la condition suspensive de la création d'une SCCV entre l'acheteur ou toute filiale de son groupe et TOURS HABITAT, ladite SCCV à créer étant identifiée comme acquéreur final du bien,
- signer l'acte de vente pour ce bien avec la SCCV à constituer avec TOURS HABITAT et représentée par toute entité ou filiale du groupe NEXITY,
- négocier librement les clauses dudit acte,
- adapter librement le taux et le régime de TVA applicables,
- percevoir le paiement du prix principal,

- mandater les éventuels frais annexes.
- négocier librement les termes de la convention de co-promotion, puis la signer,
- engager les éventuels frais associés à ces démarches,
- signer tous autres documents préparatoires à la constitution de la SCCV.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration décide également, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser le Promoteur NEXITY à déposer une demande de permis de construire pour l'opération globale d'environ 106 logements et bureaux annexes.

11. TOURS – DIA RUE SAPAILLE – EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN DELEGUE

(C/15)

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement indiquent au Conseil d'Administration que la Ville de Tours a informé TOURS HABITAT, le 7 juillet 2022, de la possibilité de mobiliser le Droit de Préemption Urbain (DPU) pour l'acquisition d'une parcelle bâtie cadastrée BS 230 d'une contenance de 1 156 m², située 35 rue de Sapaillé à TOURS.

Une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) a été déposée le 30 mai 2022 en Mairie de TOURS, pour une transaction d'un montant de 220 000 €.

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement indiquent au Conseil d'Administration que les délais légaux de réponse à une DIA sont seulement de deux mois à compter du jour de sa réception en Mairie, assortie de prolongations éventuelles dans le cadre d'une demande de documents et d'une demande de visite. Aussi, suite à des demandes complémentaires de documents et à des visites sur site, le délai a pu être prorogé jusqu'au 30 septembre 2022.

L'exercice du Droit de Préemption Urbain doit être justifié par une étude complète au plan technique (nature et coût prévisionnel des travaux), programmatique et financier (plan de financement, équilibre prévisionnel de gestion), accompagnée d'un avis de France Domaine et de l'arrêté de délégation du droit de préemption signé de Monsieur le Maire.

Dans le cadre de cette DIA, le Service des Domaines a été saisi par la Ville de TOURS et un avis a été remis en date du 12 août 2022, l'estimation étant fixée à 200 000 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 %.

La Ville de Tours a sollicité TOURS HABITAT pour étudier la possibilité d'une acquisition, en vue de réaliser une opération de 4 logements sociaux, de préférence en Bail Réel Solidaire, permettant une accession à la propriété à coûts réduits du fait du portage foncier par un Organisme Foncier Solidaire.

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement précisent que l'opération consisterait en une opération d'aménagement : le terrain ferait l'objet d'une division, afin de permettre la vente de la maison et la cession d'une emprise au nord de la parcelle à la Métropole, en vue de mailler les cheminements doux sur le quartier en lien avec l'aménagement de l'ancienne usine GELCO à l'est. L'emprise du cheminement, d'une contenance approximative de 185 m² serait cédée à l'euro symbolique à la Métropole et l'aménagement serait pris en charge par celle-ci.

Madame GOLDANI estime que la construction d'un petit immeuble collectif serait plus opportune que la réalisation de maisons individuelles.

Monsieur DENIS, Président, explique qu'en matière d'urbanisme, la mutation ne peut pas se faire du jour au lendemain. Chaque quartier a son histoire et celui-ci est pavillonnaire. Sur le site de l'ancienne usine GELCO, des immeubles collectifs sont prévus, venant densifier le quartier. L'emprise faisant l'objet du Droit de Préemption Urbain permettra une transition entre les pavillons et les immeubles, avec des maisons de ville. Le projet est d'autant plus intéressant qu'il s'agit de permettre l'accession à la propriété pour des ménages qui devraient pouvoir bénéficier d'un montage en Bail Réel Solidaire.

La Ville de TOURS a décidé le 25 août 2022 d'accorder à TOURS HABITAT une délégation ponctuelle du droit de préemption, afin de permettre à TOURS HABITAT d'acquérir le bien en direct, dans le cadre du budget alloué aux préemptions pour l'année 2022.



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser le Directeur Général à :

- préempter l'immeuble cadastré BS 230, rue de Sapaillé à TOURS, au prix de 220 000 €,
- signer l'acte de vente,
- régler le prix d'acquisition et les frais annexes nécessaires à l'opération d'aménagement,
- Céder l'emprise du cheminement piéton à la métropole pour 1€, et mandater le paiement des frais annexes

12. FONDETTES – LES RONCIERES – PROPOSITION D'ACQUISITION DU FONCIER PAR LE PROMOTEUR KAUFMAN AND BROAD

(FONDETTES C/15)

COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 SEPTEMBRE 2022 - 25 -

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement rappellent au Conseil d'Administration que TOURS HABITAT a acquis en 2010-2011, par délégation du droit de préemption urbain de la Ville de Fondettes à l'OPH, les parcelles ZY 161, 224, 225, puis ZY 195,200,230,231 et 201 en indivision, puis ZY 228,229, puis ZY 503, puis ZY160 et enfin ZY 25, ensemble parcellaire de 30 901 m² en pleine propriété et 842 m² en indivision.

L'ensemble de la réserve foncière est valorisé pour un montant de 1 613 750,16 € TTC, incluant les frais d'entretien, études et diagnostics divers réalisés par TOURS HABITAT.

Ces acquisitions avaient été impulsées par l'ancien Maire, Monsieur GARRIDO, puis le projet d'aménagement avait été mis en attente par la Municipalité nouvellement élue.

En 2021, la Municipalité de Fondettes a sollicité TOURS HABITAT, afin de mener des études urbaines pour un projet d'ensemble qui permettraient à la commune de faire évoluer le PLU vers une constructibilité des parcelles aujourd'hui encore classées AU.

Ces études ont été confiées à l'Agence PARALLELES ARCHITECTURE et initiées en étroite collaboration avec le Promoteur KAUFMAN and BROAD, celui-ci étant en pourparlers avec les propriétaires des parcelles ZY 30 et ZY 32, situées dans l'emprise à aménager.

La Commune de Fondettes a également été sollicitée pour prendre part aux études urbaines, mais n'a pas souhaité donner suite, privilégiant des échanges avec le Promoteur KAUFMAN and BROAD.

Fort de ces échanges, le Promoteur KAUFMAN and BROAD a adressé à TOURS HABITAT une offre d'acquisition pour les parcelles ZY n°25, 160, 503, 228, 229, 230, 231, pour un montant de 2 M€ net vendeur, supérieur à la valeur nette comptable.

L'offre d'achat serait soumise aux conditions suspensives suivantes :

- 1. PA et PC purgés pour 6 800 m² de SDP, dont 50 % en social,
- 2. purge des prescriptions archéologiques,
- 3. absence d'anomalie géotechnique et de pollution de sol remettant en cause le projet,
- 4. acquisition concomitante des parcelles ZY 30 et ZY 32
- 5. biens libres de toute occupation.

Le projet envisagé par le promoteur sur les parcelles cédées serait pour le moment composé de 80 logements, dont 50 % de logements sociaux, afin de répondre aux obligations de la commune conformément à l'application de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain.

En outre, la décision d'aliénation du tènement foncier serait notifiée à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire dans un délai d'un mois à compter de la signature de l'acte de vente, conformément aux dispositions de l'article L.443-14 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le Directeur Général précise que les logements sociaux qui seront construits par le promoteur seront proposés à un autre bailleur social, en VEFA, TOURS HABITAT ne pouvant se porter acquéreur car ayant vendu le terrain (sous peine de détournement du code de la commande publique). TOURS HABITAT garde toutefois en réserve foncière une petite partie du terrain.



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser le Directeur Général de TOURS HABITAT à :

- signer une promesse de vente avec le Promoteur KAUFMAN and BROAD, ou toute SCCV, dont il serait majoritaire, concernant la cession des parcelles ZY n°25, 160, 503, 228, 229, 230, 231 au prix de 2 000 000 €,
- signer l'acte de vente pour ce bien et les éventuels actes annexes rendus nécessaires,
- négocier librement les clauses de la promesse de vente et de l'acte,
- adapter librement le taux et le régime de TVA applicables,
- percevoir le paiement du prix principal,
- mandater les éventuels frais annexes.

13. PARCAY MESLAY - ZAC DE LA LOGERIE: ACQUISITION DE 10 LOGEMENTS AUPRES DU PROMOTEUR NEXITY

(PARCAY MESLAY C/15 - PARCAY MESLAY C/3)

Le Directeur Général et la Directrice du Développement et de l'Aménagement informent le Conseil d'Administration que TOURS HABITAT a été sollicité par le Promoteur NEXITY, en vue de l'acquisition de logements sociaux sur la ZAC de la Logerie à PARCAY MESLAY.

L'opération comporte une trentaine de logements.

TOURS HABITAT pourrait être sollicité pour l'acquisition en VEFA d'une dizaine de logements - 6 logements locatifs et 4 logements PSLA – afin de répondre aux souhaits de la commune.

Le prix d'acquisition indiqué serait de 2 200 € HT/m² de Surface Habitable. Le Conseil d'Administration sera tenu informé du contenu exact de cette offre suite au Permis de Construire déposé par le Promoteur.

Le Directeur Général précise que ce dossier doit encore être travaillé, même si la proposition est déjà intéressante. Par ailleurs, Monsieur le Maire de Parcay Meslay accueille favorablement ce projet de TOURS HABITAT, l'Office n'ayant à ce jour aucun patrimoine sur cette commune de la Métropole.



En attendant de plus amples informations quant à cette proposition de VEFA, notamment concernant la surface totale du programme cédée et le dépôt d'une demande de permis de construire, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, d'autoriser l'inscription de cette opération à la programmation 2023 des aides à la pierre.

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

GESTION

14. PRESENTATION DE L'ENQUETE DE SATISFACTION PAR LE CABINET REGLE DE TROIS ET ACTIONS MISES EN OEUVRE OU ENVISAGEES POUR AMELIORER CERTAINES THEMATIQUES

(A/71 - G/27)

Le Directeur Général rappelle au Conseil d'Administration que, lors de sa séance du 22 juin 2022, il avait été demandé que le résultat de la dernière enquête de satisfaction soit communiqué aux Administrateurs.

Le Directeur des Services à la Clientèle rappelle que TOURS HABITAT réalise chaque année une enquête de satisfaction auprès d'un échantillon représentatif de locataires, environ 10 %. La réalisation de cette enquête et l'exploitation des résultats sont confiées à un prestataire extérieur, le Cabinet Règle de Trois.

De plus, tous les 3 ans, TOURS HABITAT participe à une enquête de satisfaction menée par l'ensemble des Organismes HIm de la Région Centre-Valde-Loire. La prochaine aura lieu en fin d'année 2022.

Pour 2022, l'enquête téléphonique a été réalisée entre le 21 mars et le 6 avril 2022. Chaque locataire interrogé est invité à donner son sentiment sur différents thèmes, notamment : l'environnement, le logement, la résidence, l'emménagement, le traitement des demandes techniques et administratives, la qualité de l'accueil, ... ce questionnaire comprend 51 questions. Ce sont 1 300 locataires qui ont donc été interrogés sur ces différentes thématiques.

Une première restitution des résultats a été réalisée dans le courant du mois de mai auprès de l'ensemble des managers de l'organisme.

Monsieur Dominique WISSOCQ du Cabinet Règle de Trois présente au Conseil d'Administration les résultats de l'enquête 2022, à partir d'un diaporama joint en annexe.

La note de satisfaction globale de l'Organisme s'établit à 7.2/10, identique au score de l'enquête d'avril 2021.

On constate que de fortes disparités demeurent suivant les thématiques, certaines d'entre elles enregistrent une progression de la satisfaction : entrée de nouveaux locataires, traitement de la demande d'intervention technique, qualité de l'accueil... :

•	La propreté du logement	+ 0,5 pt (de 7,4 à 7,9)
	Le respect des engagements pris	+ 0,5 pt (de 7,9 à 8,4)
	La qualité du cadre de vie	+ 0,3 pt (de 5,6 à 5,9)
•	La réassurance sur la prise en compte et le suivi de la demande (technique)	+ 0,2 pt (de 7,0 à 7,2)
	La qualité de l'accueil physique, téléphonique en antenne	+ 0,1 pt (de 7,2 à 7,3)

Dans le même temps, on enregistre une dégradation de la satisfaction des locataires sur certains thèmes ou une satisfaction qui demeure faible :

Le fonctionnement des équipements du logement
 La facilité à joindre le Siège de l'Organisme
 La qualité de l'accueil physique au Siège
 La facilité pour obtenir une réponse à une demande (autre que demande technique)
 - 0,3 pt (de 6,3 à 6,0)
 - 0,4 pt (de 6,7 à 6,3)
 - 0,4 pt (de 8,0 à 7,6)
 - 1,3 pt (de 4,4 à 3,1)

Certains thèmes sont considérés comme stables par le Cabinet qui a réalisé l'enquête : il s'agit notamment du fonctionnement des installations collectives de la résidence (6,2/10), la perception globale du logement (7,0/10), ou encore les conditions d'entrée dans le logement (8,0/10).

Le Cabinet Règle de Trois attire notre attention sur le contexte sociétal qui pèse bien évidemment sur les résultats : crise sanitaire et contexte économique, crise de défiance vis-à-vis des formes de représentation du pouvoir, normalité de l'immédiateté des réponses, niveau de qualité de service délivré en forte progression dans tous les secteurs d'activités, idéalisation forte du logement, émissions de télévision de consuméristes, amplification des difficultés d'accession, mutations fortes des populations de séniors,...

Plus généralement, la stabilité de la note de satisfaction globale ne traduit cependant pas les efforts réalisés par l'Office, tant en ce qui concerne les travaux d'amélioration et de réhabilitation du patrimoine au cours des dernières années, que l'amélioration des procédures de traitement des demandes d'interventions techniques ou administratives. Il en est de même de la propreté des parties communes, dont l'évaluation réalisée par un prestataire chaque fin d'année, révélait en fin d'année 2021 une qualité de la prestation d'entretien ménager.

Cette appréciation globale de la satisfaction des locataires demeure cependant satisfaisante au regard du patrimoine de l'Office qui est essentiellement urbain et composé majoritairement d'immeubles collectifs et de Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville importants.

Ce type d'habitat est plus nettement pénalisé sur les thèmes de la « qualité de vie dans le quartier », de la « propreté des espaces extérieurs » et des « parties communes ».

Les interventions dans les parties communes y sont toujours également un peu moins bien évaluées.

Enfin, ces résultats méritent d'attirer l'attention sur la vigilance à conserver sur les métiers de « base » d'un organisme Hlm, car les thèmes, sur lesquels la note baisse, figurent parmi les principaux critères constitutifs de la satisfaction des locataires.

Le Directeur des Services à la Clientèle présente au Conseil d'Administration le plan d'actions déjà mis en place par TOURS HABITAT pour améliorer certaines thématiques et les actions envisagées suite à cette dernière enquête :

Actions mises en œuvre suite aux précédentes enquêtes de satisfaction :

- Accueil des nouveaux arrivants
- Chevalet positionné dans le logement indiquant que la propreté du logement a été vérifiée par le Surveillant d'Immeubles, en précisant son nom

- Abattant WC neuf laissé sous blister
- Accroche-porte positionné sur la porte palière à l'intérieur du logement rappelant de ne rien jeter dans les WC
- 1 porte-clefs et 1 stylo remis dans le logement

Accueil téléphonique

- Mise en place d'un serveur vocal au niveau du Siège pour orienter les locataires appelants en fonction de leur antenne de secteur
- Si le locataire souhaite être mis en relation avec l'antenne centre, nouveau choix à effectuer en fonction de la nature de la demande : location, technique, recouvrement (mise en relation direct avec le service pré-contentieux)

Propreté des parties communes

- Mise en place d'un affichage visible dans les parties communes « Engagement propreté » indiquant les principaux éléments nettoyés par les Agents de Maintenance et Surveillants d'Immeubles ainsi que la fréquence
- Feuille d'émargement positionnée dans chaque hall indiquant le jour et l'heure de passage de l'Agent de Maintenance

Pistes de travail suite à la dernière enquête de Mars/Avril 2022 :

- Mutation/Echange de logement
- Réflexion sur information à communiquer au demandeur (compte tenu du délai d'attente)

Demande d'Intervention Technique

Dans les parties communes :

- Information collective des locataires concernés (SMS,...) lorsque panne : ascenseur, barrière parking, porte de hall,...
- SMS lorsque l'équipement en question est de nouveau fonctionnel
- Affichage à positionner dans le hall en fonction de la panne et de l'équipement concerné (par exemple pour une panne d'ascenseur : affichage sur chaque palier et au niveau du hall,...)

Dans les logements :

- Attribution de tablettes aux gardiens pour qu'ils puissent enregistrer les réclamations des locataires et leur communiquer les informations sur la prise en charge et le suivi.

Troubles de voisinage

Communication générale :

- Création d'un onglet spécifique sur le site internet de TOURS HABITAT "Troubles de voisinages, que faire ? » : informations d'ordre général, 1 fiche explicative (les nuisances / le rôle du locataire / le rôle du bailleur), fiche à intégrer au livret d'accuei
- Actions de sensibilisation et de prévention : campagne d'affichage annuelle dans les halls "Les règles de bon voisinage », de préférence avant l'été, en mai/juin
- + un cahier astuce (flyer) dans IN SITU

Communication individuelle:

Mieux informer le plaignant à différentes étapes de la procédure amiable (voire contentieuse).

Madame DJABER rappelle l'importance de bien informer le locataire sur le prise en charge et la gestion de ses demandes.

Madame BOUAKKAZ insiste sur le lien à maintenir avec le locataire pour qu'il soit informé du moment où sa demande aboutit, par exemple de la date des travaux, comme cela peut être le cas avec la poste ou des livreurs pour des livraisons.

La Directeur Général explique qu'aujourd'hui, TOURS HABITAT ne maitrise pas toutes les dates de réalisations de travaux, puisque le lien se fait directement entre le locataire et l'entreprise qui est mandatée par l'Office. Une réflexion pourra être menée dans les années à venir sur la mise en place d'une plateforme d'échange tripartite : bailleur-locataire-entreprise.

Le Directeur des Services à la Clientèle rappelle que depuis le mois de juin 2022, le Surveillants d'Immeubles sont tous dotés d'une tablette numérique qu'ils peuvent consulter pour informer le locataire de la prise en charge de ses demandes. Pour répondre à Monsieur MOURABIT, il précise qu'en cas d'absence du Surveillant d'Immeubles, celui-ci est remplacé par son binôme ou par un Surveillant d'Immeubles polyvalent; les appels sont alors transférés.

Madame GOLDANI revient sur la question de la propreté des espaces communs, estimant que les Surveillants d'Immeubles et les Agents de Maintenance font très bien leur travail dans les parties communes des immeubles, par contre, dans un quartier comme les Rives du Cher, ce sont les espaces publics devant les immeubles qui sont sales, peut-être trop peu souvent nettoyés par les commerçants dont l'activité est parfois salissante. Il serait important de leur rappeler leurs obligations.

Madame QUINTON souhaite aborder le point des demandes d'échanges qui, compte tenu des délais nécessaires pour y répondre positivement, peuvent engendrer de l'insatisfaction pour les locataires. La quotation de la demande pourrait accroître cette insatisfaction dans le mesure où, même avec une quotation haute, une demande pourra ne pas trouver de réponse rapidement. Il conviendra de travailler au mieux les délais de réponse, en fonction des contraintes notamment de libération de logements sur les quartiers, et d'apporter des réponses précises aux locataires.

Le Conseil d'Administration prend acte de ces informations.

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

15. BLAISE PASCAL – PHARMACIE SITUEE 3 PLACE NEUVE : MODIFICATION DE LOYER DE LA CELLULE COMMERCIALE

(Blaise Pascal CC C/34)

Le Directeur Général et le Directeur des Services à la Clientèle rappellent au Conseil d'Administration que Monsieur et Madame HALIBI exploitent la pharmacie située 3, Place Neuve à Tours. Cette pharmacie est composée de 2 cellules commerciales : l'une de 49.70 m² et l'autre de 213.70 m².

Les loyers actuels se décomposent ainsi :

- Cellule de 213.70 m² (ESI 087.03.502) loyer annuel : 27 992.61 euros, soit 131 € / m²/an (depuis octobre 2021).
- Cellule de 49.70 m² (ESI 087.03.501) loyer annuel : 8 350.00 euros, soit 168 € / m²/an (depuis juillet 2022).

En juin dernier, un courrier a été adressé auprès de Monsieur et Madame HALIBI les informant que, conformément à leur bail, le loyer de la cellule n°087.03.501 faisait l'objet d'une revalorisation annuelle à compter de juillet 2022, comme suit :

(6 225,00 € * 1 886¹) / 1 406² = 8 350.18 € arrondis à 8 350.00 €

Suite à la réception de ce courrier, Monsieur et Madame HALIBI ont sollicité TOURS HABITAT, afin qu'il ne soit pas fait application de cette revalorisation et maintenir le loyer précédemment appliqué, soit 7 450 euros/an (soit 151 €/m²/an).

En effet, compte tenu de l'augmentation de l'Indice du Coût de la Construction (indice de revalorisation du loyer prévu au bail) qui engendre une augmentation de près de 1 000 euros par an sur ce seul local, le loyer atteindrait 168 €/m²/an, sachant que les loyers des cellules commerciales de la Place Neuve varient de 128 à 131 €/m²/an.



Après délibération, le Conseil d'Administration décide, à l'unanimité des Administrateurs ayant pris part aux votes, le maintien du loyer commercial annuel de cette cellule de 49.70 m² au bénéfice de la Pharmacie Place Neuve à hauteur de 7 450 euros (au lieu de 8 350 euros), soit 151 €/ m² / an.

L'ORDRE DU JOUR ETANT EPUISE, LA SEANCE EST LEVEE A 18 H 35.



LE DIRECTEUR GENERAL, Grégoire SIMON

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1





SUIVI DE L'EPRD 2022 – DÉCISION MODIFICATIVE N°2

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

SUIVI - EPRD 2022 « Fonctionnement Dépenses »

CHAPITRE	Approuvé	Nouveau budget au 03/2022	Virement CPTE à CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Réel au 13/09/22
60 (sauf 603) – Achats	7 656 000	7 636 000	20 000	-1 105 000	6 551 000	435 591
603 - Variations de Stocks	-730 000	-730 000	-	105 000	-625 000	-
61 (sauf 61521) – Services Extérieurs	4 943 060	4 893 060	-61 200	The Standards	4 831 860	2 716 228
61521 – Dépenses gros entretien	10 784 000	10 684 000	170 200	230 000	11 084 200	5 658 207
62 – Autres services extérieurs	4 643 300	4 643 300	-40 300	-1 295 000	3 308 000	1 720 312
63 (sauf 63512) – Impôts, taxes et versements	1 232 720	1 232 720	2 000	-	1 234 720	689 388
63512 – Taxes foncières	6 515 000	7 360 000			7 360 000	11 803
64 (sauf 641, 6481) – Charges personnel	2 750 600	2 750 600	16 300	-	2 766 900	1 649 291
641 – Rémunération personnel	7 451 900	7 451 900	79 000		7 530 900	4 261 881
6481 – Autres charges de personnel	173 000	173 000	-	-	173 000	93 257
65 (sauf 654) – Autres charge de gestion	52 000	52 000			52 000	38 586
654 – Pertes sur créances irrécouvrables	900 000	900 000	-	-	900 000	392 064
66 – Charges financières	2 510 000	2 810 000		160 000	2 970 000	1 852 851
67 (sauf 6732,675) – Charges exceptionnelles	2 567 000	2 567 000	14 000	240 000	2 821 000	1 237 282
675 – VNC des éléments sortis	500 000	500 000			500 000	
68 (sauf 68157) – Dotations amortissements	15 976 600	15 976 600	-200 000	-	15 776 600	_
68157 – Provisions pour GE	1 300 000	1 300 000			1 300 000	
69 – Participation des salariés, IS	100 000	100 000	-	-	100 000	-16 814
063 – Charges récupérables	21 972 500	21 972 500	MERNINE, F	3 620 800	25 593 300	9 944 622
Total Fonctionnement Dépenses	91 297 680	92 272 680	-	1 955 800	94 228 480	30 684 552
Excédent	832 014	485 014		19 552	504 566	48 546 766
TOTAL Général	92 129 694	92 757 694		1 975 352	94 733 046	79 231 318

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

SUIVI - EPRD 2022 « Fonctionnement Recettes »

CHAPITRE	Approuvé	Nouveau budget au 03/2022	Virement CPTE à CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Réel au 13/09/22
70 (sauf 703, 704) – Produits des activités	805 000	805 000	59 100	31 200	895 300	231 416
704 – Loyers	49 796 100	49 796 100	-59100	-1 800	49 735 200	32 297 799
71 – Production stockée	6 130 000	6 130 000		-1 000 000	5 130 000	
72 – Production immobilisée	300 000	300 000		and the same	300 000	
74 – Subventions exploitation	60 000	60 000			60 000	48 923
75 – Autres produits de gestion courante	2 330 000	2 808 000		-980 000	1 828 000	1 382 901
76 – Produits financiers	161 900	311 900	4	100 000	411 900	10 351
77 (sauf 7723, 775) – Produits exceptionnels	6 705 000	6 705 000		250 000	6 955 000	1 847 455
775 – Produits cession éléments actifs	612 000	612 000		11 1 1 1 1 1 1 1 1	612 000	467 501
78 (hors 78157) – Reprise sur amortissements	900 000	900 000		71 000	971 000	357 538
78157 – Reprise PGE	2 800 000	2 800 000			2 800 000	
79 – Transfert de charges	315 000	315 000			315 000	148 017
703 – Récupérations des charges	21 214 694	21 214 694		3 504 952	24 719 646	14 767 590
Total Fonctionnement Recettes	92 129 694	92 757 694		1 975 352	94 733 046	51 559 492

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

SUIVI - EPRD 2022 « Investissement Dépenses »

CHAPITRE	Approuvé	Virement CPTE à CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Réel au 13/09/22
Immobiliers Incorporelles	150 000	-40 000		110 000	18 516
Immobiliers corporelles	28 888 500	40 000	-1 635 000	27 293 500	15 475 097
Immobilisations financières	430 000		THE ROLL OF THE	430 000	
Charges à repartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursements des obligations		9 - 10 - 10			
Subventions remboursées	E 3. B			-	
Remboursement des dettes financières	14 275 000			14 275 000	12 069 594
Total des Emplois	43 743 500		-1 635 000	42 108 500	27 563 207

SUIVI - EPRD 2022 « Investissement Recettes »

CHAPITRE	Approuvé	Virement CPTE à CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Réel au 13/09/22
Capacité d'Autofinancement	12 396 614	TELLIST THE	-598 448	11 798 166	20 049 900
Cession ou réduction éléments actif	612 000			612 000	467 501
Augmentation des capitaux propres	3 785 000		1 000 000	4 785 000	4 789 848
Augmentation des dettes financières	23 591 000		-3 000 000	20 591 000	12 054 410
Total des Ressources	40 384 614		-2 598 448	37 786 166	37 361 659
Prélèvement sur fonds de roulement	-3 358 886		-963 448	-4 322 334	9 798 452
Total Investissement	43 743 500		-1 635 000	42 108 500	27 563 207

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

SUIVI - EPRD 2022 « Investissement Stock »

CHAPITRE	Approuvé	Virement CPTE à CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Réel au 13/09/22
31 – Terrains à aménager	700 000	Alban et al	-105 000	595 000	273
331 – Immeubles en cours	1 630 000	ong-tra-	-1 000 000	630 000	26 251
332 – Immeubles en cours	4 500 000			4 500 000	205 498
EMPLOIS	6 830 000		-1 105 000	5 725 000	261 452
31 – Terrains à aménager					
331 – Immeubles en cours	5 900 000	Will have been seen as a seen a seen as a seen	-1 000 000	4 900 000	
332 – Immeubles en cours					
RESSOURCES	5 900 000		-1 000 000	4 900 000	

			EF	PRD 2022					
	Poste	Libelle poste.	Approuvé	Nouveau Budget au 03/2022	Vicement CPTE A CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Balance au 13/09/2022	Différence/br rectifié à 03
	60100000	Achats de Terrains Variation (opte 31)	700 000,00	700 000 00		- 106 000 00	595 000 00	8 042 70	- 700 00
	60222100' 60223100'	Produits d'entretien, part non récupérable' Fournitures matériel atelier, part non récupérable'	20 000 00 400 000 00	20 000 00 400 000 00			20 000.00 400 000 00	8 213 79 234 989 54 3 844 15	- 11 78 - 165 01 - 11 15
	60225100' 60410000	Fournitures bureau' Achats études prestations travaux de la production stockée	15 000 00 6 130 000 00 12 000 00	15 000,00 6 130 000 00 12 000 00		1 000 000,00	15 000,00 5 130 000,00 12 000,00	4 101 28	- 6 130 00 7 89
	60610000 '60611100'	Fournitures non stockables 'Electricité, part non récupérable' 'Eau et assainissement, part non récupérable'	100 000 00	100 000 00			100 000 00	40 773 71 1 826 02	59 22 2 17
	60612100 '60615100'	'Gaz part non recuperable' 'Carburants et lubrifants, part non récuperable'	65 000 00	65 000 00	5 000 00		70 000 00	45 748 95	- 19 25
	'60631100' '60631130'	Petit matériel de outiliage part non récupérable' Petit matériel de Bureau, part non récupérable'	10 000 00 36 000 00	10 000 00 36 000 00	5 000 00		15 000 00 36 000 00	10 075 88 17 947 61	- 18 05
	'60631500'	"Petit matériel Structure non récupérable"	18 000 00 46 000 00	18 000 00 46 000 00	10 000 00		18 000 00 56 000 00	7 954 78 26 851 51	- 10 04 - 19 14
	'60641100' '60681100'	'Imprimés fournitures informatique logiciel' 'Vētements de travail, part non récupérable'	40 000,00	40 000 00	7000000		40 000 00	23 778 92	- 16 2
	60681200° 60800000	Fo protection COVID' Frais annexes de construction	60 000 00	40 000 00			40 000 00	9 484 97	- 305
		CHAPITRE 60 (SAUF 603) ACHATS	7 656 000,00	7 636 000,00	20 000,00	- 1 105 000,00	4 551 000,00	436 691,11	- 7 200 40
	60310000	Variations stock de terrains sortis Variations de stock de terrains (epte31)	700 000,00	700 000,00		105 000,00	- 595 000.00		700 0
	60310001 60321000	Variations du stock des approvisionnements, NR	30,000,00	- 30 000,00		V-1-7	30 000,00		730 0
	'61111100' 61111110'	CHAPTIRE 603 'Désinsectisation, part non récupérable' Désinsectisation Punsises de lit NR'	106 000 00 164 500 00	730 660 66 73 000 00 116 300 00		105 000,00	73 000 00 116 300 00	36 408 77 33 472 63	- 36 5 - 82 8
	61111130 61111140	Frais déplacement NR Détection Punaises de lit NR		2 000 00 46 200 00	- 4 200 00		2 000 00 42 000 00	1 744 90 16 969,09	- 29 23 - 29 0
CONTROL	61111100T	PROPERTY IN THE PROPERTY OF TH	243076		21019	-CA19	10 25 524 00	1 - 5975 65 25 112 35	- 104 2 - 21 8
date du	61111300' 6121 00 0'	Enlèvement OM / Encombrants / Déchets NR' Glaces ont anno récus Grable PEFENCE Chaufiag e Batiments Saministratifs, part non récus	47 000 00 A (80 000 00	47 000 00 • 240 000 00 36 000 00		2 1	240 000 00 72 500 00	182 890 26 35 889 78	- 57 1
	'61131200' '61141100' '61141500'	'Nettoyage réseaux et colonnes VO part NR'	70 400 00 26 000 00	70 400 00 26 000 00	4 000 00		74 400 00 26 000 00	22 586 80 1 918 77	- 47 8 - 24 D
	'61141600' '61161100'	Entretien parking, part non récupérable' Neltoyage vitres et prestations annexes, NR 'Ascenseurs Logements, part non récupérable'	10 000 00 127 000 00	10 000 00 127 000 00			10 000 00 127 000 00	3 597 95 53 242 09	- 64 - 737
	'61161200' '61161300'	'Ascenseurs Bătiments Administratifs part NR' 'Portes automatiques, barrières, part non récup'	7 500 00 39 000 00	7 500 00 39 000 00			7 500 00 39 000 00	3 424 14 10 779.31	- 40 - 282
	61181510 '61270100'	Divers Bat administratifs "Lovers baux emphyt éotiques"	500 00 12 660 00	500,00 12,660,00			500 00 12 660 00 19 000,00	73.20 2.533.00 12.821.88	- 4 - 101 - 61
	'61321000' '61351000'	Location immobilière (agences) NR' Location véhicules, part non récupérable'	19 000 00 65 000 00 25 000 00	19 000 00 65 000 00 25 000 00	- 5 000 00		19 000,00 65 000 00 20 000 00	12 821 88 34 588 61 13 659 81	- 30 4 - 11 3
	'61351100' '61351500'	Location Matériel Informatique, part NR' Locations diverses, part non récuperable' 'Charges de copropriété, part non récup érable'	25 000 00 210 000 00 48 400 00	210 000 00 48 400 00	- 3 000 00 - 3 000 00		207 000 00	93 331 10 32 576 06	- 116 6 - 15 8
	'61410100' '61511100' 61511200'	Charges de copropriete, par non recuperable Entretien et réparations dans les logements (NR)' Entretien dans les logements - Auto assurance'	660 000 00 50 000 00	660 000 00 50 000 00	20 000 00		680 000 00 70 000 00	357 219 28 41 307.21	- 302 7 - 8 6
	'61511400' 61511500'	Entretien et reperations dans les communs [NR]* Entretien dans les communs - Auto assurance*	645 000 00 50 000 00	595 000 00 50 000.00	- 32 000 00		595 000 00 18 000 00	338 118 57 4 345 15	- 256 8 - 45 6
	'61511700' '61511900'	Entretien et réparations Bât Admin (NR) 'Maintien à Domicite (NR)'	110 000 00 620 000 00	110 000 00 620 000 00	- 55 000 00		55 000 00 620 000 00	21 156 84 302 538 32	- 88 8 - 317 4
	'61561110' '61561120'	Maintenance matériel de bureau, part non récupérab' Maintenance matériel outillage-locat, part non ré'	65 000 00 3 000 00	65 000 00 3 000 00	- 5 000 00		80 000 00 3 000 00	26 356 09 964 67	- 366 - 20
	'61561130' '61561150'	'Maintenance Mat Informatique, part non récupérable' 'Maintenance Installation Siège NR'	650 000 00 10 000 00	650 000 00 10 000 00			650 000 00 10 000 00	488 191 53 4 814 64	- 161 8 - 51
	'61561160' '61561170'	'Maintenance Vidéo Parking et siège, part NR' 'Maintenance Patrimoine (transformateurs) NR'	29 200 00 7 000.00	29 200 00 7 000 00			29 200 00 7 000 00	9 564 89 110 00	- 196 - 68
	'61581110' '61581200'	Travaux entretien matériel et outillags NR' Trav Entretien matériel informatique, non récup'	3 000 00 2 000 00	3 000 00 2 000 00		4 1	3 000 00 2 000 00	1 015 94	- 19 - 20
	'61581300' '61581400'	Travaux entretien Matériel Bureau NR' Travaux entretien Matériel de Transport NR'	10 000 00 55 000 00	10 000 00 55 000 00			10 000 00 55 000 00 70 000 00	5 264 76 28 758 21 46 083 75	- 47 - 262 - 539
	61581600 61610000	Trevaux entretien désamiantage' Assurances multirisque habitation + risque Info	100 000 00 350 000 00 7 000 00	100 000 00 350 000 00 7 000 00	- 30 000 00 - 1 000 00 1 000 00		349 000 00 8 000 00	345 387 90 7 941 61	46
	61612100' '61613100' 61620000	Assurances RC 'Assurance administrateura' Assurance Dommages ouvrage	4 000 00 80 000 00	4 000 00 80 000 00	1 000,00		3 000 00	2 532 64 22 902,80	- 14 - 570
	61630000'	Assurance Flotte automobile 'Documentations'	26 000 00 23 000 00	26 000 00 23 000 00	1 000 00		27 000 00 23 000 00	26 779 97 10 968.37	- 12 0
	'61850100'	Frais colloques-séminaires et Formation '	30 700 00	30 700 00	- 2000 00		28 700 00 - 4 831 860,00	5 377, 15 2 710 228 17	- 25 3
	'61521021'	CHAPITRE 61 SAUF 61521 Services Extérieurs 'GE avec PGE dans les communs NR'	4 \$43 060 00 2 500 000 00 300 000 00	4 893 060,00 2 500 000 00 300 000 00	- 61 200,00		2 500 000 00	1 150 889 84 90 516 33	- 1 349 1 - 209 4
	'61521071' '61521511'	'Ge avec PGE Foyers et RU NR' 'GE sans PGE Logements NR'	395 000 00 4 200 000 00	395 000 00 4 200 000 00	- 15 000 00 100 000 00	230 000,00	380 000 00 4 530 000 00	171 375 36 2 650 443 96	- 223 6 - 1 549 5
	'61521515' 61521516	'Remises en état Logements suite à EDL NR' Remises en état Logements suite à Squat NR' 'Ge sans PGE dans les communs NR'	150 000 00 1 290 000 00	150 000 00 1 190 000 00	75 000 00 - 45 000 00	200 1000,002	225 000.00 1 145 000 00	141 091 31 469 991 71	- 89 - 7200
	'61521521' '61521531' '61521541'	Ge sans PGE Loc associatifs et commerces NR' GE sans PGE Bat Admin (antennes, loges) NR'	300 000 00 110 000 00	300 000 00 110 000 00	- 20 000 00 25 000 00		280 000 00 135 000 00	62 097 13 95 971 25	- 237 9 - 14 0
	61521551' 61521571	GE sans PGE Trx amélioration conditions de travail Ge sans PGE Foyers et RU NR'	35 000 00	35 000 00			25 000 00	3 512 03	- 314
	'61521810' '61521820'	'Contrat type P3 Chauffeue' 'Contrat type P3 Robinetterié'	1 110 400 00 78 000 00	1 110 400 00 78 000 00	102 000 00 - 1 100 00		1 212 400 00 76 900 00	631 330 08 38 937 34 44 130 77	479 0 39 0 - 65 8
	'61521830' '61521840'	'Contrat type P3 Chaudière Individuelle' 'Contrat Type P3 VMC'	110 000 00 110 500 00 23 900 00	110 000 00 110 500 00 23 900 00	- 21 000 00 - 8 700 00 - 4 000 00		89 000 00 101 800 00 19 900 00	49 891 55 11 062 29	- 60 6 - 12 8
	'61521850' '61521860'	'Contrat type P3 Surp esseurs' 'Contrat type P3 Groups Electrogène'	71 200 00 10 784 000 00	71 200 00 10 684 000 00	- 7 000 00 170 200 00	230 900,00	64 200 00 11 084 200 00	46 966 42 8 658 207 36	- 24 2 - 6 025 7
	62111100' 62111310'	CHAPITRE 61821 Depenses y ros entratien 'Intérim personnel siège, part non récupérable' Personnel Ext. et Coursier, part non récupérable'	650 000 00 15 500 00	650 000 00 15 500 00	50 000 00 500 00		700 000 00 16 000 00	429 018 51 8 665 27	- 220 9 - 6 8
	62111410' '62231000'	'Personnel Ext. surveillance patrimoine NR' 'Honoraires syndic NR'	30 000 00 41 500 00	30 000 00 41 500 00		15 000 00	15 000,00 41 500.00	28 660 28	- 30 0 - 12 8
	'62241000' '62263000'	Honoraires Architectes et bureaux etudes "Honoraires Consultants Divers"	757 500 00 461 000 00	757 500 00 461 000 00	100 000 00 4 000 00	- 100 000 00	557 500 00 457 000 00 100 000 00	269 585 42 291 709 35 46 199 67	- 487 9 - 169 2
	'62270100' 62270110'	Frais poursuites Locataires part non récupérable' Frais poursuites aquats part non récupérable'	150 000 00	150 000 00 50 000 00	30 000 00	50 000 00	30 000 00 30 000 00 30 000 00	23 768 27 1 482 98	- 103 8 23 7 - 48 5
	'62270150' '62270200'	Frais de procédure voisineue, part non récupérable' Frais de poursuites Locataires, part récupérable' Stale de servicies de la récupérable'	50 000 00 200 000 00 10 000 00	200 000 00 200 000 00 10 000 00	5 000 00 - 5 000 00		205 000 00 5 000 00	143 719 72 662 01	- 562 - 93
	'62270250' '62270300' 62281300'	Frais de procédure voisinage, part récupérable' Frais de procédure (charges structure), non réc' Rémunération et Honoraires, part non récupérable'	40 000 00	40 000 00 20 000 00	5 555 50		40 000 00 20 000 00	26 088 23	- 13 9 - 20 0
	'62310100' '62320100'	'Annonces et insertions' Tirage de plans hors construction'	27 000 00 500 00	27 000 00 500 00	- 1,300,00		25 700 00 500 00	7 385 88	- 196 - 5
	'62330100' '62400100'	'Communication' Frais de déménagement' locataires	180 500 00 45 000 00	180 500 00 45 000 00	- 10,000,00		180 500 00 35 000 00 3 000 00	70 939 65 18 906 85 48 60	- 1095 - 260
	'62510100' 62550000	'Déplacement administrateur' Frais de déménagement' personnel	3 000 00 5 000 00 25 000 00	3 000 00 5 000 00 25 000 00	5 000,00		5 000 00 5 000 00 30 000 00	879 26 19 023 51	41.
	62560100 '62570100'	Déplacement Personnel' Réception repas' Enie d'affranchiesement'	5 000 00 120 000 00	5 000 00 120 000 00	- 500,00 39,000,00		4 500 00 159 000 00	1 299 15 58 970.69	- 370 - 6100
	'62610100' '62620100' '62700100'	Frais d'affranchissement' Téléphone' Frais bancaires - cartes bancaires'	122 000 00 27 500 00	122 000 00 27 500 00			122 000 00 27 500 00	62 901 60 19 244 85	- 590 - 82
	'62710100' '62720000'	Frais Dancaires - cartes periceires 'Commissions sur préts'	5 500 00 10 000 00	5 500 00 10 000 00	5 000,00		5 500 00 15 000 00	5 136 59 11 707 00	17
	'62811000' '62811500'	'Cotisations Professionnelles mouvement HLM' 'Autres Cotisations'	90 000,00 41 800,00	90 000 00 41 800 00		440000	90 000 00 41 800 00	87 863 00 16 398 00	- 21: - 25 4
	62830100° 62841000	Cotisations CGLLS Frais recrutement personnel	1 400 000,00	1 400 000 00	- 50 000 00 20 000 00	1 130 000 00	220 000 00 38 000 00 88 000 00	23 710 00 8 328 00 38 006 89	- 13762 - 96 - 539
	62853100'	Redevances FICOSIL et autres'	92 000 00	92 000 00	- 40 300 00 - 40 300 00	- 1 295 900,00	3 308 000,00	1 720 312,23	- 2 922 9
	'63111100' '63181000'	CHAPITRE 62 Autres services extérieurs Taxes sur salaires, part non récupérable	4 643 300 00 775 300 00 2 000 00	775 300 00 2 000 00	- 40 300 00	- 1 230 100,00	775 300 00 2 000 00	497 414 90	277 8
		Taxe d'apprentissage	147 700 00	147 700 00			147 700 00	89 807 61	- 57 8: - 136 8
	'63311100'	"Versement de tramport, part non récu érable" "Formation professionnelle AFPOLS-GRETA, part non r'		235 000 00			235 000 00	98 122,87	
		Versement de tramport, part non recuserable Formation professionnelle AFPOLS-GRETA, part non r Formation continue prof, hors obligation non recus Participation effort construction, part non récuse	235 000 00 5 000 00 42 500 00 2 400 00				235 000 00 5 000 00 42 500 00 2 400 00	1517,53	5 00 42 50

16/09/2022 Suivi de EPRD 2022.xk

				EF	RD 2022 DEBIT					
		Poste	Libellé poste	Approuvé	au 03/2022	Virement CPTE A CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Balance au 13/09/2022	Différence/bud rectifié à 03/
		'63514100' '63541100' '63581100'	Taxe véhicules, part non récuperable' Droit d'enregistrement, part non récuperable' 'Autres Impôts et Taxes, part non récuperable'	10 000 00 3 000 00 120 00	10 000 00 3 000 00 120 00	2 000,00		10 000 00 3 000 00 2 120 00	422.76 1.391.60	- 10 000 - 2 577 1 271
		63512100	CHAPITRE 63 (TAUF 63612) Impot, taxes et Versements Taxes foncières part non récupérable	1 232 720 00 6 515 000 00	1 232 728,09	2 000,60		1 234 729,00 7 360 000 00	689 388,27 11 803,31	
		'64511100' 64511110	CHAPITRE \$3512 taxes Fonoières 'Cotisations URSSAF, part non récupérable' Cotisations URSSAF Prime d'Intéressement	6 618 000,89 1 622 800 00	7 360 600 66 1 622 800 00	- 87 400,00 87 400,00		7 380 900 00 1 535 400 00 87 400 00	11 803,31 918 356,94 20 167 06	
		'64531111' '64531120' 64551100'	'Capital décés CNP, part non récupérable' RCANTEC, part non récupérable' 'CNRACL - Allocation invalidité, part non récupérab'	6 500 00 320 900 00 32 200 00	6 500 00 320 900 00 32 200 00	5 000 00		11 500 00 320 900 00 32 200 00	9 536 75 196 273 86 20 748 31	3 036 - 124 626 - 11 451
		'64721100' 64721110' '64751100'	'Comité d'entreprise, part non récupérable' Comité d'entreprise Subvention, part non récupérable' Médacine du travail, part non récupérable	18 000 00 116 000 00 45 000 00	18 000 00 116 000 00 45 000 00	1.000,00		19 000 00 116 000 00 45 000 00	18 862 00 115 347 00 44 258 40	- 653 - 741
		'64751110' '64781100' '64781110'	'Pharmacia, part non récupérable' 'Contrat de groupe, part non récupérable'	400 00 305 100 00 240 000 00	400 00 305 100 00 240 000 00	300,03		700.00 305 100.00 245 000 00	376 13 128 396 96 155 827 96	- 23 - 178 703 - 84 172
		64781110 64781120 64781130	Tickets restaurant, part non récupérable' Retraits complémentairs, part non récupérable' Participation GMS EPT, part non récupérable'	43 200 00 500 00 2 750 000 00	43 200 00 500 00 2 750 600 00	5 000,00		48 200 00 500,00 2 786 900.00	22 876 07 264 00 1 649 291 44	- 20 323 - 230 - 1 101 300
		'64111110' '64111120'	CHAPITRE 84 (8AUF 641,6481) Chargea Parsonnel Salaires Personnel OPAC, part non récupérable' Salaires Personnel titulaire, part non récupérable'	6 773 700.00 112 200.00	6 773 700,00 112 200,00	3 945 00		6 777 645 00 112 200 00	4 162 039 69 70 913 44	- 2 611 66 - 41 28
		64111140 '64131000' 64141000'	Indemnités de fin de carrière Primes et gratifications NR' Indemnités et avantages divers	4 000 00 457 000 00	4 000 00 457 000 00	146 055 00 200 00 - 437 000 00		146 055 00 4 200 00 20 000 00	32 622 21 4 122 00 37 625 50	32 62 12 - 419 37
		64141100 64170000	Primes d'intéressement Avantages en nature	105 000,00	105 000,00	365 800 00		365 800 00 105 000 00	107 814 68 62 373 36	- 107 81 - 42 62
		'64810100' '64815000'	CHAPITRE 641 Ramanération Personnel Indemnité chamage scenciement NR' 'Quote-part fonds nerional de compensat suppl famil'	7 451 900 00 170 000 00 3 000 00	7 451 900 00 170 000 00 3 000.00	79 000,00	•	7 830 900 00 170 000 00 3 000 00	4 261 881 52 91 434 65 1 823 00	- 3 190 811 - 78 56 - 1 17
2	CONTROL	F658101001-	CHAPITRE 6431 Autres charges de Personnel Inferite 640 Autres Charges de Perso	243000	5 - 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	21019	-CA19	1 000 000 00	1 - 6344 bo	- 79 74 - 13 13 - 27
1	date du	65812090	Charges diverges de gostion courante CULPYRES UNA AURES OF THE HER FINCE Fertes créances inécouvrables Loc Ex Courant	A 2 4 E	52 66 9A 650 000 00	19102	2_1-	52 000,00 850 000 00	0.89 38.885,89 318.546.70	- 13 41 - 331 45
		65418000° 65421000°	Pertas créances infocuvrables Divers' Pertas créances infocuvrables Loc décision Justice PRP' CHAPITRE 664 Pertes sur Créances infocuvrables	250 000 00 900 000,00	250 000 00 900 900 90			250 000 00 900 890 00	73 518 74 392 064 44	- 176 48 - 807 93
		'66112210' '66112400'	Intérêts opérations loc (neuf et amélio) Finan Déf' Intérêts préfinancement' Intérêts PSLA'	2 500 000 00	2 800 000 00		160 000,00	2 960 000 00	1 852 850 87	947 14
		66118000	Intèrêts autres desimations (ligne trésorerie) CHAPITRE 60 Charges financières	10 000,00 2 819 000,00	10 000,00 2 810 900,90		160 000,00	10 000 00 2 970 000 80	1 852 850 87	- 10 00 - 957 14
		67110100' 67151100' 87860200'	rbi Pénalités sur merchés et intérêts moratoires 'Subvention accordéss' Dépenses liées sinistres lots couvertes assurance	2 000 00 290 000 00 200 000 00	2 000 00 299 000 00 265 000 00	2 000,00	140 000 00	4 000.00 290 000.00 417 000.00	3 337 47 64 711 41 209 687 20	1 3 - 225 28 - 55 3
		67860220 67888000	Dépenses liées sinistres communs couvertes assurance 'Charges exceptionnelles' CHAPITRE 67 (NAUF \$732,675) Charges Exceptionnelles	200 000 00 1 875 000 00 2 567 000,00	135 000,00 1 875 000,00 2 567 000,00	14 000,00	240 000,00	235 000 00 1 875 000 00 2 821 000 00	70 554 82 888 991 06 1 237 281 96	- 64 44 - 986 00 - 1 329 71
		'67521000' 67522000 67523000'	VNC des composants remplacés' VNC des composants actis' VNC des composants sortis'	300 000 00 200 000 00	300 000 00 200 000 00			300 000.00 200 000.00		- 300 00 - 200 00
		67560000'	VNC des immo financières CHAPTIRE 676 VNC des éléments sortts Dot Amts Versements de garantie	500 000,00	500 000,00			500 000,00		- 500 00
		'68111850' '6811231101' 6811231501'	Dot Ants Logicies Licences Dot AT - Structure - Immediate de repport Dot AT - Structure - Bătiement Administratif	105 000 00 12 700 000 00 150 000 00	105 000 00 12 700 000 00 150 000 00	- 200 000 00		105 000 00 12 500 000 00 150 000 00		- 105 00 - 12 700 00 - 150 00
		68112318' 68112340' '6811241101'	Dot Amts-Foyer - RU sol propre 'Dot Amts-Amélioration' 'Dot AT - Structure - Imm Repp Sol Autrus'	550 000 00 956 000 00	550 000 00 956 000 00			550 000 00 956 000 00		- 550 00 - 956 00
		6811241801' '68112510' '68112810'	Dol AT - Structure - Aut ens immo - Sol Autrul' Dot Amts-Matériel outillage' Dot Amts-Agencement-Installations'	8 000 00 4 600 00	8 000 00 4 600 00			8 000 00 4 600 00		- 8 0X - 4 60
		'68112820' '68112830' '68112840'	Dot Amts-Matériel transport' Dot Amts-Matériel bureau - informatique' Dot Amts-Mobilier'	100 000 00 116 000 00 47 000 00	100 000 00 116 000 00 47 000 00			100 000 00 116 000 00 47 000 00		100 00 116 00 47 00
		'68112880' 68151000 68158800	Dot Amts-Immobilier corporelles diverses' Dol Prov pour risques d'Exploitation Dol Prov pour autres charges	140 000 00 500 000 00	140 000 00 500 000 00			140 000 00 500 000 00		- 140 00 - 500 00
		'68174100' '68750000'	Dot Prov pour créances douteuses' Dotations aux provisions pour risques' CHAPITRE 58 (SAUF 68167) Dotations Amortiasements	600 000 D0	600 000 00 - 15 976 600,00	- 290 000,00		500 000 00 16 778 500,60		- 600 00
		68157100	Dot Prov pour Gros Entrellen' CHAPITRE \$8157 Provisions pour GE Impôts sur les bénéfices'	1 300 000 00	1 300 000,00			1 300 000 00 1 300 000 00	16.814.00	- 1 300 00 - 1 300 90
		connuncia.	CHAPITRE 89 Participation des salaries, IS	100 000,00	100 000,00	- 6300,00		100 800,08 73 700,00	- 16 814,00 28 796 72	- 116 81 - 51 20
		60222200 60322000 '60611200'	Produits entretien, part recupérable' Variations stock appro Electricité part récupérable'	5 000 00 1 100 000 00	5 000 00 1 100 000 00	- 6 300 00		5 000 00 1 100 000 00	403 039 49 39 814 08	5 00 - 696 96 - 11 98
		60611210' 60611220' 60611230'	Bectricité communs Copro, part récupérable' Bectricité chauffage Copro, part récupérable' Bectricité Ascenseurs Copro, part récupérable'	51 800.00	51 800,00 4 500,00 900,00			51 800 00 4 500 00 900 00	2 305 47 - 46 34	- 219 - 94
		'60611250' '60611260' '60612200'	'Electricité Ascenseurs, part récupérable' Electricité Chauffage, part récupérable Eau et assainissement, part récupérable'	160 900 00 474 500 00 3 001 500 00	160 000 00 470 000 00 3 000 000 00			160 000 00 470 000 00 3 000 000 00	54 189 70 222 863 45 903 658 31	- 105 81 - 247 13 - 2 096 34
		60612210' 60612220 '60613200'	Eau et assainissement Copro part récupérable* Eau et assainissement récupérable en direct 'Gaz, part récupérable*	84 000 00 350 000 00	84 000,00 1 500,00 350 000,00	- 12 600 00		71 400 00 1 500 00 350 000 00	15 114 70 923 21 205 124 27	- 68 88 - 57 - 144 87
		60613210' '61112100' 61112110'	Gaz Copro, part récupérable' 'Désinsectisation, part récupérable' Désinsectisation Copro, part récupérable'	2 200 00 105 000 00 600 00	2 200,00 45 000,00 600,00			2 260 00 45 000 00 600 00	913 60 22 478 47 226 10	- 1 28 - 22 52 - 37
		61112120' 61112130 '61122000'	Freis deplacement Désinsectisation , part récupérable' Désinsectisation puraises de lit, part récupérable' 'Espaces verts, part récupérable'	360 000 00	8 000 00 52 000,00 360 000.00			8 000 00 52 000 00 360 000 00	2 077 55 15 529 07 196 986 73	- 5.92 - 36.47 - 163.01
		61122010' '61132100' 61132110'	Espaces verts Copro, part recupérable Chauffage logements P1, part récupérable TIGGN	19 200 00 3 800 000 00 280 000 00	19 200,00 3 800 000,00 280 000,00	- 4 900.00 - 15 000.00	1 850 000 00	14 300 00 5 650 000 00 265 000 00	4 780 45 2 043 680 60 63 217 55	- 14 41 - 1 756 31 - 216 78
		61132120' 61132130' 61132140'	Chauffage logements P2 part récupérable' Chauffage logements P1 Copro. part récupérable' Chauffage logements P2 Copro. part récupérable	1 300 000 00 112 600 00 45 000 00	1 300 000,00 112 500,00 45 000,00	15 000.00	115 500 00 217 000 00	1 415 500 00 344 500 00 45 000 00	741 806 52 318 614 63 36 551 76	- 558 19 206 0 - 8 44
		'61132200' 61132210' 61142100'	Chauffage Siphons disconnecteurs, part récupérable' Chauffage Siphons disconnecteurs Copro, part récupérable' Nettoyage Réseaux et colonnes VO part récupérable'	14 000 00 1 000 00 2 300 00	14 000,00 1 000,00 2 300,00			14 000 00 1 000 00 2 300 00	7 047 36 645 86 1 294 48	- 695 - 35
		'61162100' 61162110' '61162300'	Ascenseurs Lögements, part récupérable' Ascenseurs Copic, part récupérable' Portes automatiques barrières, part récupérable'	272 000 00 4 000 00 12 000 00	272 000 00 4 000 00 12 000 00			272 000 00 4 000 00 12 000 00	115 596 05 2 809 46 1 484 58	- 156 40 - 1 19 - 10 51
		61162310' '61182100' 61182110'	Portes automatiques barrières Copro, part récupérable' VMC, part récupérable' VMC Copro, part récupérable'	2 100 00 267 000 00 1 500 00	2 100,00 267 000,00 1 500,00	1	- 30 000 00	2 100 00 237 000 00 1 500 00	1 558 67 97 182 82 822 24	- 54 - 169 81 - 67
		'61182200' 61182210' '61182300'	Vince copie, part récupérable' Surpresseurs Copro, part récupérable' Porine de relevage, part récupérable'	16 000 00 3 700 00 4 000 00	16 000,00 3 700,00 4 000,00	6 800,00		16 000 00 3 700 00 10 800 00	8 330 49 2 571 73 2 019 86	- 766 - 112 - 198
		61182310' '61182400' '61182410'	Pompe de relevage Copro, part récupérable ECS part récupérable Location relevés eau froide P2 R'	400 00 1 800 000 00 253 000 00	400,00 1 800 000,00 253 000,00	2 000,00	1 450 000 00	400,00 3 250 000 00 255 000 00	106.25 1 326 340.03 127 004.03	- 50 - 473 65 - 125 99
		61182411' '61182420' 61182422'	Location relevés copre eau froide P2 R' 'Location relevés eau chaude P2 R' Location relevés eau chaude Copro P2 R'	5 400 00 240 000 00	2 500 00 240 000 00 2 900 00	1,300,000	5 000,00	2 500 00 2 500 00 245 000 00 2 900 00	982 45 121 418 78 1 570 94	- 151 - 118 58 - 1 32
		'61182430' '61182440'	'Chauffe-Bain, Chauffe-eau P2 R' 'Chaudières P2 R'	26 600,00 207 000,00	26 600,00 207 000,00	6 000 00		26 600 00 26 600 00 207 000 00 316 000 00	9 663 68 100 504 69	- 15 93 - 106 49 - 154 32
		61182450' 61182460' 61182470'	Robinetterie P2 R* Location relevé Compteurs energie Thermique ECS Copro Récup	310 000 00 40 000 00 29 200 00	310 000,00 40 000,00 29 200,00		13 300,00	40 000 00 42 500 00	155 672 75 18 784 17 67 641 75	- 21 21 38 44
		61182520° 61182550° 61420000°	Télévision Cables Abonnement R' Télévision Cables Abonnement Copro R' 'Charges de copropriété, part récupirable'	338 000 00 78 000 00 42 200 00	338 000,00 78 000,00 42 200,00	7 000,00		345 000 00 78 000 00 42 200 00	3 022 52 60 518 25 - 26 187 89	- 334 97 - 17 48 - 68 38
		'61512100' '61522025' 62112200'	Entretien et réparations dans les logements R' Remises en étal logements suite à EDL R' 'Intérim personnel F.ménage 100% et gardiens 75%, p'	25 000 00 545 000 00 530 000 00	25 000,00 545 000,00 530 000,00	40 000,00		25 000 00 545 000 00 570 000 00	5 960 53 243 747 25 362 353 58	- 19 03 - 301 25 - 167 64
		'63112200' '63312200'	Taxes sur salaires, part récupérable' Versement transport, part récupérable'	228 800 00 51 400 00	228 800,00 55 400,00			228 200,00 61 400,00	140 960 10 16 317 54	- 87 83 - 35 06

EPRD 2022

			DEBIT					
			DEDIT					
Poste	Libellé poste	Approuvé	Nouveau Budget au 03/2022	Virement CPTE A CPTE	DM	Nouveau Budget au 09/2022	Balance au 13/09/2022	Différence/budge rectifié à 03/22
63382000'	'Cotisations CNFPT CDG, part récupérable'	500.00	500.00	1		500 00	223 69	- 276 31
63512200	Taxes foncière commerce et fovers, part récupérable	18 000 00	18 000 00	2 000,00		20 000 00		- 18 000 00
63513200	Taxes ordures ménagères, part récupérable	2 306 000 00	2 306 000 00			2 306 000 00	2 874,00	- 2 303 126 00
63513210'	Taxes ordures ménagères Copro, part récupérable	300,00	300.00	- 20		300,00	241 28	- 58 72
64112210	'Salaires Personnel OPAC part récune rable'	2 346 300 00	2 346 300 00	- 40 000 00		2 306 300 00	1 325 786 29	- 1 020 513 71
64512200'	'Cotisations URSSAF, part réquerable'	373 500 00	373 500 00			373 500 00	195 111.34	- 178 388 66
64532210	'Capital déces CNP, part récupérable'		-			-		- 2
64532220'	1RCANTEC part récupérable	129 100 00	129 100 00			129 100 00	68 869 82	- 60 230 18
647822001	'Contral groupe, part récupérable'	126 900 00	126 900 00			126 900 00	51 335 33	75 564 67
64782230"	Participation GMS FPT, part recuperable		- 20					
			-			25 593 300 00	9 944 622,34	- 12 027 877,66
	CHAPITRE 043 Charges récupérables	21 972 900,00	21:972:500,00		3 620 800,00	28 993 300 00	3 344 622,34	- 12 021 017,00
872	32 Réduction de Récupération de Charges Loc sur Ex, Antérieurs							
	Total Fonctionnement D	91 297 680,00	92 272 680,06	0 0	1 955 800,00	54 228 460,00	30 684 551,56	- 61 588 127,44
	RESULTAT EXCEDENT	832 014,00	485 014,90			504 566,00	48 546 766,26	

AR CONTROLE DE LEGALITE : 037-351243076-20221019-CA191022_1-DE

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

	4 · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	El	PRD 2022 CREDIT					
Poste	Libellé poste	Approuvé	Nouveau Budget au 03/2022	VIREMENT	DM	Nouveau budget au 09/2022	Balance au 13/09/2022	Différence/bu rectifié à 03/
70110000	Ventes terrains lotis							
70120000 70180000	Ventes terrains lotis, constructions neuves Ventes terrains destinés à la vte		-					
'70640101'	'Prestations services aménageur'	150 000,00	150 000 00			150 000 00	3 566 00	146 434
70810101	Produits des services accessoires	55 000 00	55 000 00			55 000 00	48 000 00	- 7 000
70820201'	'Loyers divers droit bail'	218 500,00	218 500 00	58 600 00	28 600 00	305 700 00	155 567,70	- 62 932
70820211'	'Lovers divers TVA'	381 500 00	381 500,00	500,00	2 600 00	384 600,00	20 927 04	- 360 572
70880001	Autres produits activités diverses CHAPITRE 70 (Sauf 703,704) Produits des activités	805 000,00	805 000,00	59 100,00	31 200,00	895 300,00	3 355 23 231 415,97	3 355 - 573 584
70410201	Loyers lots non conventionnés	57 000,00	57 000.00	59 100,00	31 200,00	57 000.00	40 670,65	- 16 329
'70420201'	'Supplément loyer solidarité'	190 000,00	190 000,00		- 38 000.00	152 000 00	103 171,33	- 86 828
'70430201'	'Loyers logements conventionnés'	50 009 000 00	50 009 000,00		00 000,00	50 009 000 00	33 530 990 95	- 16 478 009
70943000	RLS	4 500 000,00	- 4 500 000,00			4 500 000 00	- 3 113 180,87	1 386 819
70943100	RRR accordé logements conventionnés						- 28,00	- 28
'70440201'	'Loyer commerce droit bail'	277 100 00	277 100,00	- 58 600,00	16 900,00	235 400 00	119 589 23	- 157 510
'70440211'	'Loyer commerce TVA'	382 000 00 465 000 00	382 000 00 465 000 00	- 500,00	19 300 00	400 800 00 465 000 00	207 629 30 308 843 31	- 174 370 - 156 156
'70450201' '70450211'	'Loyers garages droit bail' 'Loyers garages TVA'	78 000 00	78 000,00			78 000 00	49 967 90	- 28 032
'70461201'	'Loyers résidences universitaires'	1 875 000,00	1 875 000,00			1 875 000 00	818 547 26	- 1 056 452
'70462201'	'Loyers divers foyers'	963 000,00	963 000,00			963 000,00	231 597,62	- 731 402
70471001'	Loyers Logements en location-accession							
	CHAPITRE 704 Loyers	49 796 100,00	49 796 100,00	- 59 100,00	- 1 800,00	49 735 200,00	32 297 798,68	- 17 498 30
71330000	Variations des stocks d'immeuble en cours	6 130 000,00	6 130 000,00		- 1 000 000 00	5 130 000 00		- 6 130 00
71350000	Variations des stocks d'immeuble achevés CHAPITRE 71 Production stockée	6 130 000,00	6 130 000,00		- 1 000 000,00	5 130 000,00		- 6 130 00
72210001	Immeubles de Rapport (conduite d'Opération)	300 000.00	300 000,00		- 1 000 000,00	300 000,00	_	- 300 00
	Immeubles de Repport Conduite d'Opération			010 0	710100			***************************************
CONTR		⇒ ⊥ zoo±ozo, ozo /	6 - 2002,21	019-0	A19102	2_300000,00		- 300 00
'74300101'	'Subvention d'emploitation' Osubvention d'emploitation' REFEREN		. 0710	1000	1		12 600 00	12 60
7 0169 1110 C				1022_	1	60 000,00	36 323 03	- 23 67
75810001	CHAPITRE 74 Subventions exploitation Rbt prestations à la charge de l'office	60 000,00	60 000,00	-	-	60 000,00	48 923,03 160.00	- 11 07
75830000	Modulation RLS	2 300 000 00	2 300 000,00		- 980 000 00	1 320 000 00	1 373 759 00	16 - 926 24
'75880101'	Autres produits de gestion' NR	30 000 00	508 000 00		300 000 00	508 000 00	8 982 55	499 01
75880201	Autres produits de gestion Récupérable, Frais de poursuites							
	CHAPITRE 75 Autres Produits de Gestion courante	2 330 000,00	2 808 000,00	-	- 980 000,00	1 828 000,00	1 382 901,55	- 1 425 09
76280000	Produits des autres immo financières '	11 900 00	11 900,00		19.	11 900,00	10 351 04	- 154
'76380101'	'Produits versés Ets financiers'	150 000,00	300 000,00	-	100 000,00	400 000 00	40.004.04	- 300 00
77440004	CHAPITRE 76 Produits Financiers	161 900,00	311 900,00		100 000,00	411 900,00	10 351,04 49 742,20	- 301 54 49 74
77110001 77140001	Pénalités perçues sur achats et vente Recouvrement sur créances ANV		-				1 571.95	1 57
77170101	Dégrevement impot	2 500 000 00	2 500 000.00			2 500 000 00	1 291 551 00	- 1 208 44
'77181001'	'Frais de dossiers SLS (C)'	5 000.00	5 000,00			5 000.00	2 160 00	- 284
77181101'	'Pénalités SLS (C)'	130 000 00	130 000 00		15 000,00	145 000,00	119 339 87	- 10 66
77188000	Autres produits Excep, sur op de gestion					-		
77200000	Produits sur exercices antérieurs		7.5					
77710000	'Reprise sur subventions'	1 900 000,00	1 900 000,00		*********	1 900 000,00		- 1 900 00
'77840201' 77840211'	Indemnité d'assurance sinistres partiels Patrimoine' Indemnité d'assurance sinistres Siège'	350 000 00	350 000,00		235 000,00	585 000 00	315 069 36	- 34 93
77880101'	'Produits exceptionnels divers'	1 820 000 00	1 820 000,00			1 820 000 00	68 020 79	- 1 751 97
77000101	CHAPITRE 77 (Sauf 7723,775) produits exceptionnels	6 705 000,00	6 705 000,00		250 000.00	6 955 000,00	1 847 455,17	- 4857 54
'77520000'	'Produits sur cession d'actif (immobilisat. Corpore'	612 000,00	612 000,00			612 000 00	467 501,00	- 144 49
77560000'	Produits sur cession d'actif (immobilisat.financières							
THE PLAN	CHAPITRE 775 produits cession éléments actif	612 000,00	612 000,00		321	612 000,00	467 501,00	- 144 49
'78151000'	'Reprise Provisions pour risques'		(6)		71 000,00	71 000 00		
78174101	'Reprise provisions sur créances douteuses'	900,000,00	900 000,00			900 000 00	357 538 52	- 542 46
78158800	Reprise Provision charges exploitation						-	
	CHAPITRE 78 (Hors 78157) Reprise sur Amortissements	900 000,00	900 000,00		71 000,00	971 000,00	357 538,52	- 542 48
78157101	Reprise Provision GE	2 800 000,00	2 800 000 00			2 800 000,00		- 2 800 00
DO BY	CHAPITRE 78157 Reprise PGE	2 800 000,00	2 800 000,00		-10	2 800 000,00		- 2 800 00
79130000	Avantage en nature	105 000,00	105 000,00			105 000,00	440.040.00	- 105 00
79188000	Frais de Poursuites Récupérables	210 000,00	210 000,00		120	210 000,00	148 016,86 148 016,86	- 61 98 - 166 98
	CHAPITRE 79 Transfert de charges	315 000,00	315 000,00	•		315 000,00	140 010,00	100 98
'70310201'	'Charges prestations communes'	10 430 766,00	10 430 766,00		-	10 430 766,00	5 160 626 12	- 5 270 13
70310202	Charges prestations communes Régul charges						1 305,85	- 130
70317101	Charges récup Location accession	3.7	- 1 × 1					
'70320201'	'Impôts taxes droits'	2 450 976 00	2 450 976 00		4	2 450 976 00	1 364 036 17	- 1 086 93
'70330201'	'Charges individuelles'	7 762 952,00	7 762 952,00		3 504 952,00	11 267 904 00	7 876 799 40	113 84
'70350201'	'Réparations locatives'	570 000,00	570 000.00		3 504 050 00	570 000 00	367 434,39	- 202 56
	CHAPITRE 703 RECUPERATION DES CHARGES	21 214 694,00	21 214 694,00		3 504 952,00	24 719 646,00	14 767 590,23	- 6 447 10
	Total Fonctionnement C	92 129 694,00	92 757 694,00		1 975 352,00	94 733 046,00	51 559 492,05	- 41 198 20
						2		
	RESULTAT DEFICIT							

AR CONTROLE DE LEGALITE : 037-351243076-20221019-CA191022_1-DE en date du 24/10/2022 : CA191022_1 : CA191022_1

BUDGET INVESTISSEMENT 2022

			DEBIT					CREDIT								
Poste	Libellé poste	Approuve	Virements de cpte à cpte	DM	Nouveau budget au 09/2022	Balance au 13/09/2022	Différence réel/budget initial	Poste	Libellé poste	Approuvé	Virements de cpte à cpte	DM:	Nouveau Budget 09/22	Balance au 13/09/2022	Différence réel/budget initial	
20300000	Frais de recherche et développement								CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	12 396 614,00		- 598 448,00	11 798 166,00	20 049 899,97		
20500000'	'Concessions et droits-logiciel (D)'	150 000,00	48.568.68		110 000,00	18 516,00	- 131 484 00	775	Cession d'élément d'Actif	612 000,00			040.000.00	457.504.60	44440000	
232	Immobilisation incorporates en cours	130 000,00	- 40 DGB 90.		110 000,00	18 3 10 00	- 131464,00	278	Prêt accession	612 000,00		-	612 000 00	467 501 00	- 144 499 00	
237	Avances et acomptes versés sur immobilisations inco	rporelles						Autres 27	Autres immobileations francières							
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	150 000,00	- 40 000,00		110 000,00	18 516,00	- 131 484,00	7	Autres immobilisations financières CESSION OU REDUCTION ELEMENTS ACTIV-	612 000,00			612 000,00	467 501.00	- 144 499.00	
21110000	Terrains nus (D)'	670 000 00		260 000,00	930,000,00		- 670 000 D0		Dotations - Réserves							
21151000'	Terrains bâtis (D)*			105 000 00	105 000,00	103 365,00	103 365,00		Autres compléments de dotations et dons et leg							
2131101000'	'Structure - Immeuble de Rapport sol propre' 'Structure - Bătiments Administratifs (D)'						-	'13110100'	'Subvention Etat hors ANRU'	19			*		700	
2131801000	'Autres Ens Immo - Structure - Acqui Amél Pavillons'							'13110500' '13121000'	'Subvention ETAT ANRU'	-						
21540000	'Outiliage et matériel divers (D)'	4 500.00			4 500 00	958.80	- 3 541 20	13121000	'Subvention Conseil Général'					2 550 000.00		
21810000	'Installation générale-agencement-aménagement (D)				400000	330.00	3341.20	'13140000'	'Subvention Ville de TOURS'					2 530 000,00		
21820000	'Matériel de transport (D)'	97 000 00	10 500.00		107 500 00	23 741 92	- 73 258 08	'13151000'	'Subvention TOURS PLUS'	3 785 000 00		1.000.000.00	4 785 000.00	307 450.00	- 3 477 550.00	
21830000	Matériel de bureau et Informatique (D)*	65 000 00	90 000,00		155 000 00	75 959 12	10 959 12		Autres subventions CEE'					369 807 61	- A	
21840000'	'Mobilier de bureau (D)'	25 000 00	9 000		34 000 00	19 660.05	- 5 339 95	1318800'	'Autres aubventions'					1 562 590 24	1 562 590 24	
21880000'	"Immobilisations corporelles diverses jeux (D)"	125 000 00 986 500,00	99 000.00	365 000,00	114 500 00 1 450 500.00	36 825 94	- 88 174,06									
231311	Construction en cours (D)'	900 000,00	88 000,00	365 000,00	1 450 500,00	260 510 83	- 725 989,17									
2313110100	'Construction Neuves en cours (D)'	9 450 000 00	1 CICODO 6/4		9 391 000 00	4 627 B77.D1	- 4 822 122 99		AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES	3 785 000.00		1 000 000.00	4 785 000 00	4 789 847.85	- 1 014 959.76	
2313110150	'Remplacement composant/Amélio Imm Rapp (D)'	17 592 000 00		- 2 000 000 00	15 592 000 00	9 945 264 00	- 7 646 736 00	'16200001'	'Particip Employ 8/9ème (C)'	3 745 000,00		1 000 000,00	4763 000,00	4 103 041 05	- 1014 900,70	
	'Construction Bâtiment Administratif (D)'				-	9 594 34	9 594 34		'Particip Employ 1/9ème (C)'					54 680 00	54 680 00	
'2313150150'	'Remplacement composant/Amélio Bat Admin (D)'	860 000 00			860 000 00	631 850 29	- 228 149 71		'Particip Employ Préfinanct (C)'						100000	
	TOTAL 23	27 902 000,00	- 59 000 00	2 000 000 00	25 843 000 00	15 214 585 64			'CIL Pass-travaux (C)'							
20	MMOBILISATIONS CORPORELLES	28 888 500,00	40 000,00	- 1 635 000,00	27 293 500,00	15 475 096,47			Emprunta obligatires	-						
27 (hom 279 at	Participations et créances rattachées à des participat t Autres immobilisations Financières	430 000,00			430 000 00		- 430 000 00		'C.D.C. Prēts P.L.A./P.L.F. (C)'		2	•	7.1	1 848 467 00	1 848 467 00	
27 11018 270 91	Prèts accession				-		-	16413000'	'C.D.C. Prêts Palulos (C)' 'C.D.C. Prêts PAM (C)'	23 191 000.00	_		-	2 724 222 22	00 400 000 00	
210	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	430 000.00			430 000,00		- 430 000,00	16413100	'C.D.C. Prets PAM (C)'	23 191 000,00	-	- 3 000 000 00	20 191 000 00	2 791 000 00	- 20 400 000 00	
'48130000'	Charges Différées - Intérêts Compensateurs (D)*				400 000,00		130,000,00	16418000	'C.D.C. (Autres) (C)					579 796.00	579 796 00	
The state of	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERC						14	16481000	'Crédit Foncier de France (C)'					373 730,00	37878000	
169	Primes de remboursements des obligations							16482000'	'Caisse d'Eparane (C)'				4 9			
								16484000	Autres Etabissements de crédit		-			6 476 588 72	6 476 588 72	
15 () 15-1	PRIMES DE RBT DES OBLIGATIONS	(6)					(4)	1649	Refinancement de dette							
13 (hors139)	Subventions Remboursées SUBVENTIONS REMBOURSEES							16510000	'Cautions Locataires (C)'	400 000,00			400 000 00	293 878,20	- 106 121,80	
16280000		572 132 00			***********	***************************************	***************************************	1654	Redevances (location - accession)				*			
16411000	Participation Employeurs autres collecteurs 'C.D.C. Prêts P.L.A./P.L.F.'	3 318 852 00			572 132 00 3 318 852 00	238 557,49 2 653 064,22	- 333 574 51 - 665 787 78	1658	Autres dépôts AUGMENTAION DES DETTES FINANCIERES	23 591 000.00		- 3 000 000,00	20 591 000,00	12 054 409,92	- 11 538 590,08	
16413000	'C.D.C. Prêts Palulos'	3 310 632 00			3 318 852,00	56 952.23	56 952 23		AUGMENTAION DES DETTES FINANCIÈRES	23 591 000,00		- 3 000 000,00	20.591 000,00	12 054 409,92	- 11 536 590,08	
16413100	'C,D,C, Prêts PAM'	3 065 000 00			3 065 000.00	1 774 212 40	- 1 290 787.60									
'16414000'	'C.D.C. Prêts Plus'	2 156 957 00			2 156 957.00	1 733 107.04		1								
'16418000'	'C.D.C. (Autres)'	2 616 583 00			2 616 583.00	2 215 160.54	- 401 422 46									
16470000'	'Caisse Garantie Logement Social'	7 077 00			7 077,00	6 660 19	- 415,81								N .	
16481000	'Crédit Foncier de France'	326 987 00			326 987,00	329 604 97	2617 97									
16482000	'Caisse d'Epargne'	189 312 00			189 312,00		- 189 312,00									
16483000' 16484000	'Crédit Local de France' Autres Etbs de crédits	34 315 00			34 315,00	25 704 29	- 861071									
16510000	'Cautions Locataires (D)'	1 637 785 00 350 000 00			1 637 785 00 350 000 00	2 791 503 90 245 041 20	1 153 718 90 - 104 958,80				_					
16511000	'Cautions diverses (CLES) (D)'	330 000,00			350 000,00	245 041 20	25.96	-								
	REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIÈRES	14 275 000.00			14 275 000,00	12 069 594,43	- 2 205 405,57	_								
		7,21,244,00			14 210 000,00	12 000 004,40	E 200 400,07									
	TOTAL DES EMPLOIS	43 743 500,00		- 1 635 000,00	42 108 500,00	27 563 206,90	- 16 180 293,10		TOTAL DES RESSOURCES	40 384 614.00		- 2 598 448.00	37 786 166,00	37 361 658,74	- 13 596 048.84	
Land Street	STOCKS								PRELEVEMENT OU APPORT SUR FONDS DE	3 358 886,00		- 963 448,00	- 4 322 334,00	9 798 451,84	2 584 244,26	
									Total Investissement C	43 743 500,00		- 1 635 000,00	42 108 500,00	27 563 206,90	- 16 180 293,10	
31110000	Terrains à aménager	700 000 00		- 105 000,00	595 000,00	273.12	- 699 726.88		TOTAL INVESTIGATION C	40 140 000,00		1 000 900,00	-12 100 000,00	E1 000 E00,80	10 100 203,10	
		,000,00		100 000,00	333 000,00	213 12	050 120,00					100				
331	Immeubles en cours	1 630 000,00		- 1 000 000.00	630 000,00	26 251,58	- 1 603 748,42	33	Immeubles en cours	5 900 000 00		- 1 000 000,00				
332	Immeubles en cours	4 500 000 00			4 500 000 00	205 497 88	- 4 294 502 12									
333	Acq, réhab en cours					29 429.12				453						
35	Immeubles achevés	6 830 000 00								5 900 000,00		- 1 000 000,00				
				- 1 105 000.00	5 725 000.00	261 451,70	- 6 597 977.42									

en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

SUIVI - EPRD 2022 « Concession Monconseil »

			Initial	DM	Budget actualisé				Initial	DM	Budget actualisé
	601	Achats de terrains (fouilles archéologiques)	37 751	170 000	207 751	7012	Vente de terrains lotis	the state of the state of	175 000	730 000	905 000
Ų.	6031	Variation des stocks de terrains	~	ŧ		7133	Variation des stocks de terrains		419 923	170 000	589 923
	6041	Achats d'études et de prestations de service travaux	234 81	1	234 881	708	Location panneaux publicitaires		Relative	1 277 27	17.6
	6042	Achats d'études et de prestations de service honoraires	147 291	-	147 291	743	Subvention d'exploitation (FNAP)		3	9	-
	61581	Entretien		1	NOT THE	7788	Produits divers				Carle In I
	623	Publicité	5 246	-	5246						
	627	Commission sur prêt		Pa 3 2 - 3 1	RAUE)	Ser. Ser		Complete St.			
	63512	Taxe foncière	30 000		30 000						
	6541	Admission en non valeurs				100					
	6581	Charges diverses	10 332		10 332						
	66116	Charges financières sur op d'aménagement	34 240	- 111	34 270	-	District Control		of 1 = 1		
	E	Excédent	95 182		825 182	D	Déficit				
		TOTAL	594 823	170 000	1 494 923	The state	Brief In a Kentaly II Sti	TOTAL	594 923	900 000	1 494 923
ī						1314	Subvention Ville de Tours		7		
				Name of	Market I	1314	Subvention LTI		425 000	-425 000	W V
	164	Remboursement d'emprunt	-			164	Emprunt			2	-
			No. of Contrast			1688	ICNE			4 000	4 000
	E	Excédent	425 000		4 000	D	Déficit				
		TOTAL	425 000		4 000	DY IN		TOTAL	425 000	-421 000	4 000
	3311	Terrains à aménager (terrains)	165 888	170 000	335 888						
	3312	Terrains à aménager (travaux)	343 459	de la	343 459						
	3313	Terrains à aménager (honoraires)	128 207	-5 000	123 207						
	3314	Terrains à aménager (frais annexes)	600	5 000	5 600	19 1 1			(a'' . :	i Pakin	87 - 1 - 15
	E	Excédent				D	Déficit		638 154		808 154
		TOTAL	638 154	170 000	808 154	El luis		TOTAL	638 154		808 154
		TOTAL GENERAL	1 658 077		2 307 077			TOTAL GENERAL	1 658 077		2 307 077



en date du 24/10/2022; REFERENCE ACTE : CA191022_1



Bien dans mon environnement

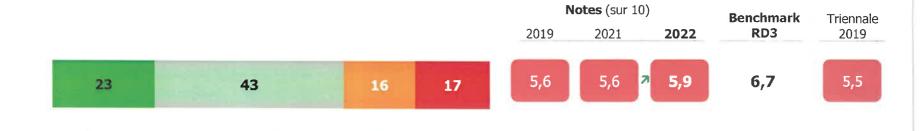


ep date du 24/10/2022 i REFERENCE ACTE I CA191022 1 Perception globale concernant l'environnement proche



Q4. Concernant la qualité de vie de votre quartier, vous diriez qu'elle est :

■Tout à fait



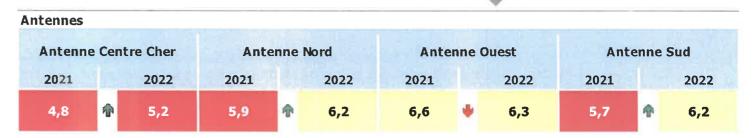
Pas du tout

A noter...

Plutôt

Une vision de l'environnement proche qui progresse et est notamment boostée par une vision plus homogène entre vos différents territoires.

Plutôt pas







Appropriation du patrimoine par les locataires



▶ Q5/Q6. Pour chacune des phrases suivantes, pourriez-vous me donner une note sur une échelle de 1 à 10, en fonction de votre expérience ou de l'image que vous en avez ? 1 correspond à la note la plus faible (vous n'êtes pas du tout d'accord avec l'affirmation), 10 correspond à la note la plus forte (vous êtes tout à fait d'accord avec l'affirmation), les notes intermédiaires servent à moduler votre jugement.

A votre niveau, vous êtes...

		III	= 2022
Bien intégré dans le	A STATE OF S	7,1	2021
quartier, le voisinage		7,2	

Au niveau de Tours Habitat, c'est un bailleur qui...

Impliqué dans la vie	6,8
locale des communes	6,9

A noter...

Un challenge visant à une reconnaissance de votre implication qui reste inchangée (idéal de 7 sur 10). Une intégration des locataires qui reste à nos yeux plaisante.





en date du 24/10/2022; REFERENCE ACTE: CA191022_1



Bien dans ma résidence et dans mon logement



en Perception détaillée concernant la résidence



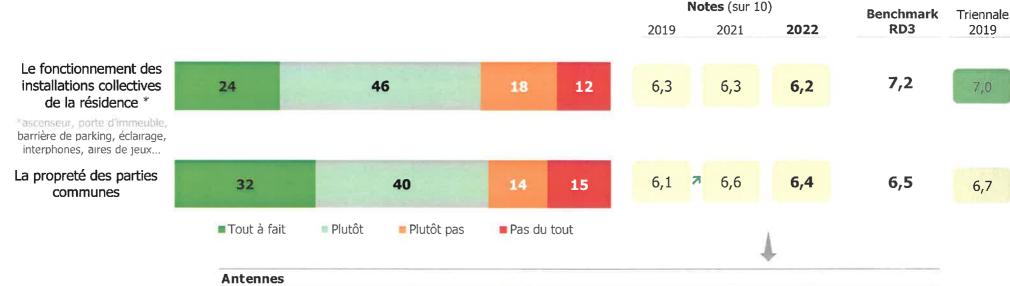


Locataires résidant en habitat collectif (1236 locataires)

A noter...

Une vague qui vient confirmer le fort relèvement de ces dernières années sur la perception et les attentes relatives à la résidence, aujourd'hui indissociables du logement et plus largement des conditions de vie du locataire. L'ensemble de nos précédentes remarques sur la volonté de réappropriation de ces espaces... demeurent toujours d'actualité. Dans le détail, une attention particulière sera portée sur le Centre Cher et l'antenne Sud.

▶ Q7/Q8. Globalement, vous diriez de... que vous en êtes... ?



Le fonctionnement des installations collectives

La propreté des parties communes





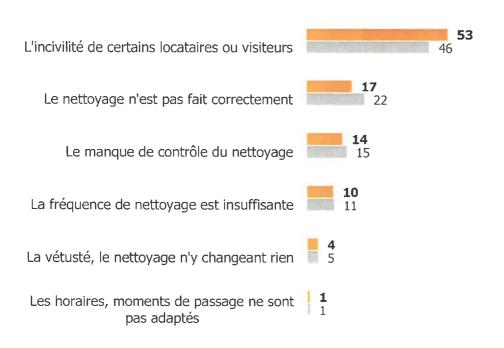
Raisons du manque de propreté des parties communes





Locataires insatisfaits de la propreté des parties communes

▶ Q9. D'après vous, quelle est la principale raison du manque de propreté des parties communes ?



A noter...

Si l'on ne peut que regretter le repli de perception globale sur la propreté, il importera de souligner la moindre restitution des items impliquant la responsabilité de l'organisme (qualité, vétusté et contrôle). Si les deux premiers items sont aujourd'hui globalement en phase avec les niveaux attendus, le contrôle ou tout au moins sa visibilité nous semble toujours offrir un potentiel de progrès avec un taux attendu vers les 8%.





Perception globale concernant le logement



▶ Q10. Si l'on aborde votre logement, êtes-vous...?



A noter...

Une perception qui poursuit sa contenue mais régulière progression. Comme nous l'avions souligné lors de notre dernière intervention, cette hausse est aujourd'hui particulièrement appréciable au vu des nombreuses aspirations de la population sur un logement qui représente toujours une forte valeur de réassurance.



Antennes								
Antenne Centre Cher		Anteni	ne Nord	Antenn	e Ouest	Antenne Sud		
2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	
6,8	6,8	7,1	7,3	6,7	6,8	6,9	7,0	

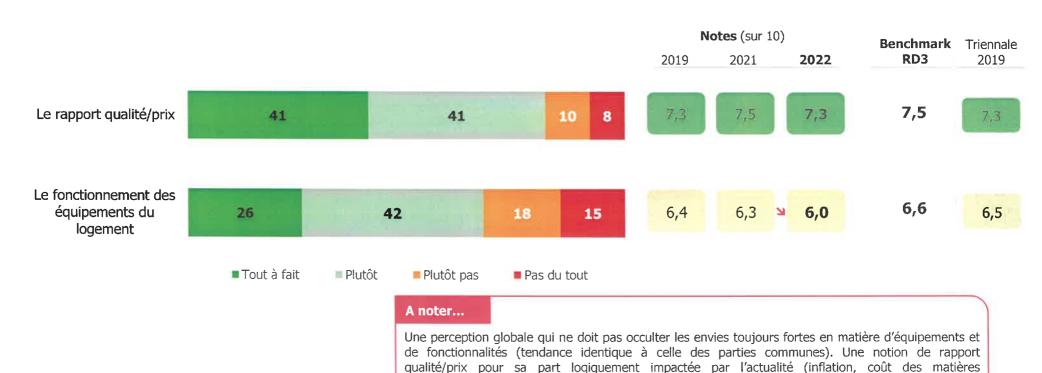




Perception détaillée concernant le logement



▶ Q11/12. Etes-vous... satisfait de...?



Antennes

Antenne Centre Cher Antenne Nord Antenne Sud Antenne Ouest 2021 2022 2022 2021 2022 2021 2022 2021 7,6 7,3 7,4 7,2 7,5 7,1 7,5 7,7 6,4 6,0 6,1 6,3 6,2 6,0 6,1 5,9

premières...), une tendance que l'on observe sur l'ensemble de nos baromètres.

Le rapport qualité/prix du logement

Le fonctionnement des équipements du log.





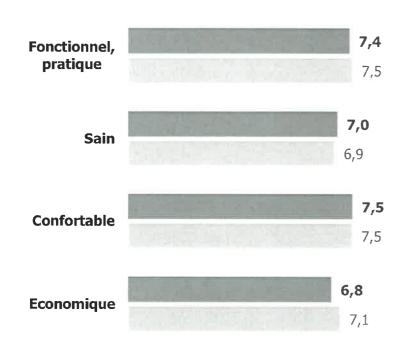
en date du des locataires sur les principaux critères constitutifs du logement



▶ Q13 à Q16 . Je vais maintenant vous citer différents qualificatifs qui pourraient être associés à votre logement. Pour chacun d'entre eux , quelle note donneriez-vous me donner une note sur une échelle de 1 à 10, en fonction de votre expérience ou de l'image que vous en avez.

1 correspond à la note la plus faible (vous n'êtes pas du tout d'accord avec l'affirmation), 10 correspond à la note la plus forte (vous êtes tout à fait d'accord avec l'affirmation), les notes intermédiaires servent à moduler votre jugement.

Votre logement est...





2021

A noter...

Un notion de logement économique qui invitera peut-être au renforcement des prises de parole ciblées et des efforts de pédagogie autour des bonnes pratiques et l'optimisation du fonctionnement des équipements en place. Dans tous les cas de figure, des niveaux de perception qui restent plaisants.



en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1

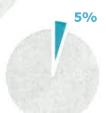


Zoom sur les nouveaux entrants



enPerception globale des entrants sur les 6 derniers mois





Locataires ayant emménagé dans le logement au cours de 6 derniers mois

▶ Q18. Globalement, vous jugez que vos conditions d'entrée dans votre nouveau logement... ?



Antennes									
Antenne Centre Cher		Antenne Nord		Antenne Ouest			Antenne Sud		
2021	2022	2021	2022	2021		2022	2021		2022
8,0	7,9	8,3	8,4	8,1	•	7,7	7,9	P	8,4

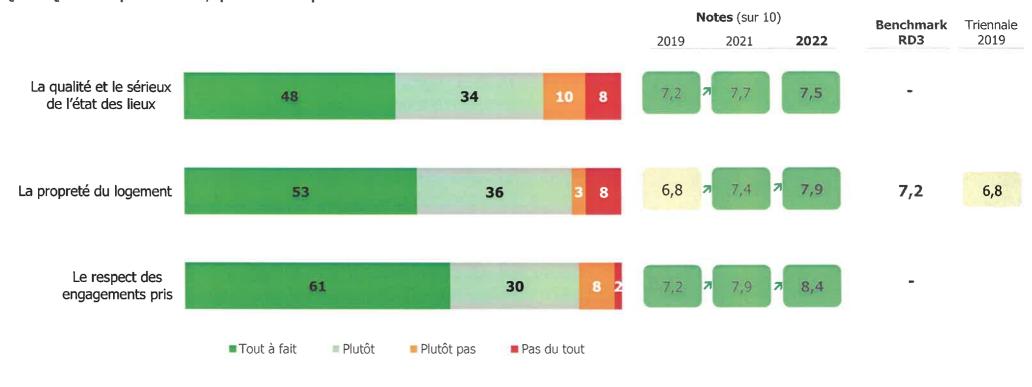




Perception détaillée des entrants sur les 6 derniers mois



▶ Q19 à Q21. Plus précisément, qu'avez-vous pensé de...?



A noter...

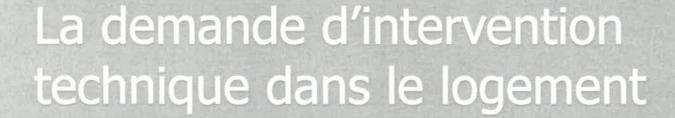
En dehors de l'état des lieux qui sera à surveiller mais dont le niveau reste plaisant, on ne peut que saluer les hausses et les niveaux obtenus. Une mention spéciale sera donnée à l'ensemble des parties prenantes pour le très bon résultat obtenu sur le respect des engagements.





en date du 24/10/2022; REFERENCE ACTE: CA191022_1







Etat de traitement de la DIT et relances réalisées





28% en 2021

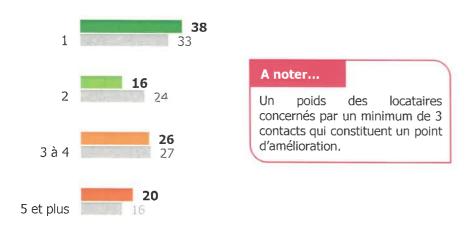
A noter...

Des demandes en attente de réponse qui régressent mais qui restent au-dessus de notre objectif de 25%.

▶ Q23. Aujourd'hui, où en est cette demande?

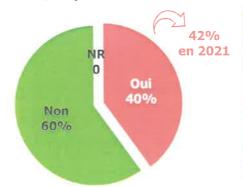


▶ Q31. Si « Traité » : Combien de contacts ont été nécessaires pour obtenir cette intervention ?



Base : Locataires dont la DIT a été traitée

▶ Q32. Si « Traité » : L'entreprise prestataire a-t-elle dû reprogrammer une autre intervention (manque de matériel, pièces non adaptées) ou aviez-vous déjà eu une intervention pour cette demande, ce problème ?



A noter...

Une légère amélioration du résultat qui ne doit en aucun cas occulter l'objectif des 30% que nous vous avons déjà proposé (nécessité de poser plusieurs demi-journées, contrainte de rappel pour reprogrammer les rdv...).

Base : Locataires dont la DIT a été traitée

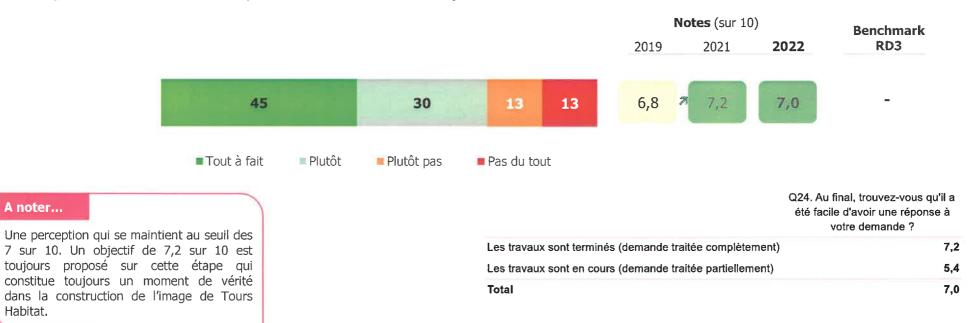




Perception concernant la DIT dans le logement



▶ Q24. Au final, trouvez-vous qu'il a été facile d'avoir une réponse à votre demande ?





Antenne	Antenne Centre Cher		Antenne Nord			Ante	Antenne Ouest			Antenne Sud	
2021		2022	2021	Ц	2022	2021		2022	2021	2022	
7,3	4	6,9	7,1	4	6,1	6,8	4	7,2	7,6	7,5	





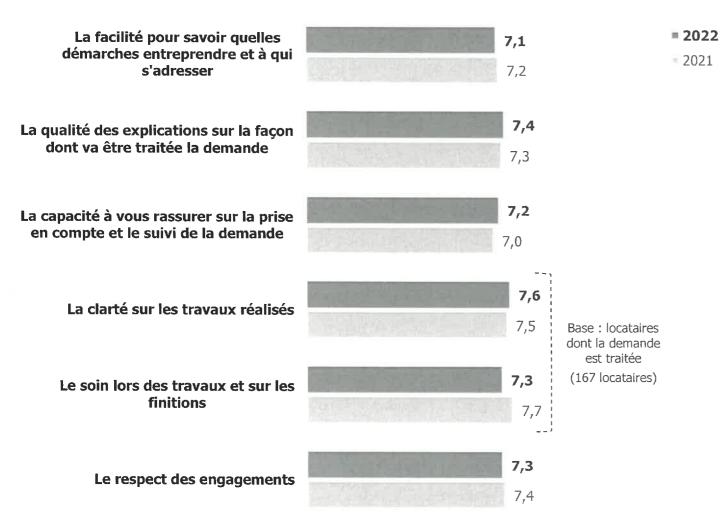
en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022 1 tet de l'intervention



Auprès des locataires ayant formulé une demande de travaux/réparations dans leur logement dans les 6 derniers mois :

▶ Q25 à Q30. Je vais vous citer différentes phrases qui pourraient être associées au traitement de votre demande et à l'intervention. Pour chacune d'entre elles, quelle note donneriez-vous sur une échelle de 1 à 10, en fonction de votre expérience ou de l'image que vous en avez ? 1 correspond à la note la plus faible (vous n'êtes pas du tout d'accord avec l'affirmation), 10 correspond à la note la plus forte (vous êtes tout à fait d'accord avec l'affirmation), les notes intermédiaires servent à moduler votre jugement

Qu'avez-vous pensé de...?



A noter...

Des résultats plaisants à maintenir et qui viennent également saluer le professionnalisme des équipes.



en date du 24/10/2022; REFERENCE ACTE : CA191022_1





Le traitement des autres demandes



en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1 Nature et état de traitement de la DNT





Locataires avant formulé une demande autre que technique dans les 6 derniers mois

A noter...

Un repli des demandes traitées qui sera à surveiller dans le temps. Une structuration des demandes (poids très important de demandes complexes) qui explique aussi l'ensemble des résultats relevés sur cette thématique.

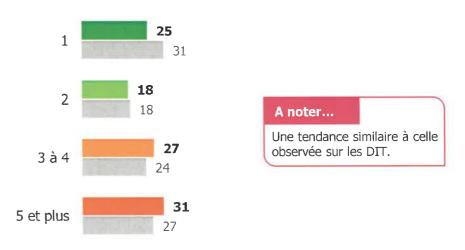
> Q34. Pouvez-vous me préciser la nature de cette demande ?



▶ Q35. Aujourd'hui, où en est cette demande?



> Q41. Combien de contacts ont été nécessaires obtenir votre réponse ?







en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1 Perception concernant la DNT







Locataires ayant formulé une demande autre que technique dans les 6 derniers mois

(93 locataires)

▶ Q36. Au final, trouvez-vous qu'il a été facile d'avoir une réponse à votre demande ?

					Benchmark			
					2019	2021	2022	RD3
14	12	29		45	4,3	4,4	3,1	-
■Tou	ıt à fait	Plutôt	■ Plutôt pas	■ Pas du tout				

A noter...

Une perception en repli mais toujours soumise à la contrainte des moyens de réponse entre les mains de l'organisme pour satisfaire ces demandes. Si cette baisse est évidement déceptive, elle correspond cependant à la tendance générale observée.

Antenne	Antenne Centre Cher		Antenne Nord		Antenne Ouest			Antenne Sud			
2021		2022	2021		2022	2021		2022	2021		2022
4,1	4	3,3	4,7	•	2,8	4,5	•	4,1	4,6	•	2,1



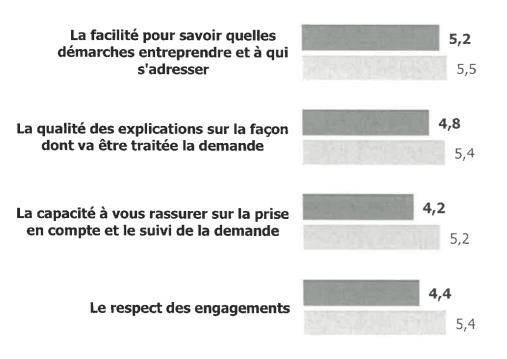
en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1 mpact du traitement des DNT sur l'image de Tours Habitat



> Q37 à Q40 : Je vais vous citer différentes phrases qui pourraient être associées au traitement de votre demande. Pour chacune d'entre elles, quelle note donneriez-vous sur une échelle de 1 à 10, en fonction de votre expérience ou de l'image que vous en avez ?

1 correspond à la note la plus faible (vous n'êtes pas du tout d'accord avec l'affirmation), 10 correspond à la note la plus forte (vous êtes tout à fait d'accord avec l'affirmation), les notes intermédiaires servent à moduler votre jugement

Qu'avez-vous pensé de...?



2022

2021

A noter...

Une réflexion qui devra prioritairement porter sur la réassurance et le respect des engagements pris. Outre leur moindre perception, ces deux items sont également plus contributifs sur le ressenti global du traitement des demandes.





en date du 24/10/2022; REFERENCE ACTE: CA191022_1



Les contacts



Perception globale concernant les contacts



▶ Q42. Si l'on aborde l'accueil lors des contacts par téléphone, de déplacements à l'agence, en antenne, au siège de Tours Habitat, vous en êtes ... ?



A noter...

Une hausse à saluer qui vient une nouvelle fois reconnaître les qualités d'empathie des équipes dans une période toujours caractérisée par un fort besoin de réassurance chez les locataires et notamment les plus fragiles. Nous soulignerons également la perception homogène de vos locataires quelle que soit l'antenne de rattachement.

Nous rappellerons aussi l'impact du traitement des demandes sur cette thématique. Dans tous les cas de figure, une dynamique qu'il importera de maintenir au vu de l'impact de cet indicateur sur les items de la perception globale ou du NPS.



Antenne C	entre Cher	Antenn	e Nord	Antenn	e Ouest	Antenne Sud		
2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	20	
7,4	7,3	7,3	7,2	7.1	7,3	7,0	№ 7,	



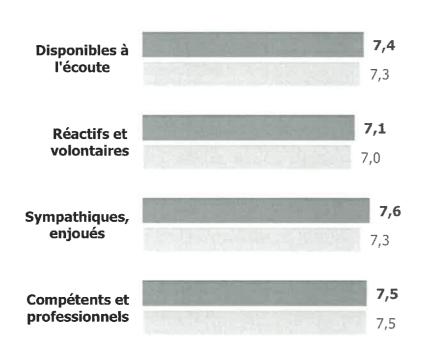


en date du 24/10/2022.; REFERENCE ACTE : CA191022_1 Image perçue vis-à-vis du personnel



▶ Q43 à Q46. Je vais maintenant vous citer différents qualificatifs qui pourraient être associés à votre logement. Pour chacun d'entre eux , quelle note donneriez-vous me donner une note sur une échelle de 1 à 10, en fonction de votre expérience ou de l'image que vous en avez. 1 correspond à la note la plus faible (vous n'êtes pas du tout d'accord avec l'affirmation), 10 correspond à la note la plus forte (vous êtes tout à fait d'accord avec l'affirmation), les notes intermédiaires servent à moduler votre jugement

Les personnels de Tours Habitat sont...





A noter...

Un niveau de sympathie gargarisant qui propose encore un petit challenge avec une note idéale de 7,8.





Perception détaillée concernant les contacts

of Villa





en date du 24/10/2022; REFERENCE ACTE : CA191022_1







ep date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE ; CA191022_1 Opinion générale sur lours Habitat



▶ Q51. Par rapport à l'ensemble des points abordés dans le questionnaire, quelle est votre opinion générale sur votre bailleur ?



A noter...

Une perception qui se maintient dans un contexte toujours compliqué (impact des derniers événements sur le moral des ménages) et qui vient donc saluer les efforts produits. Un objectif qui reste inchangé, avec une homogénéité de perception selon vos territoires autour d'une note idéalement attendue vers les 7,5 sur 10. L'ensemble des phénomènes que nous avons déjà décrits et relatifs aux spécificités de certains organismes reste toujours d'actualité (et notamment les enjeux de conversion des avis nuancés en avis d'extrême enthousiasme).



Antennes								-Description of the second	
Antenne Centre Cher		Antenne Nord			Antenn	e Ouest	Antenne Sud		
2021	2022	2021		2022	2021	2022	2021	2022	
7,2	7,1	7,1	仑	7,4	7,3	7,3	7,3	7,3	



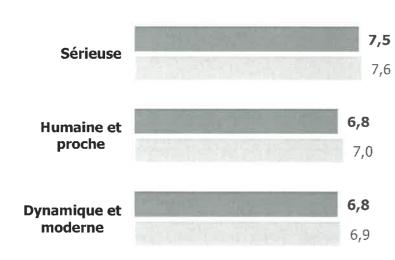


en date du 24/10/2022; REFERENCE ACTE : CA191022_1 é Perception et image globale en spontané



▶ Q1 à Q3. Voici différents adjectifs qui pourraient être associés à Tours Habitat, pour chacun d'entre eux, quelle note donneriez-vous sur une échelle de 1 à 10, en fonction de votre expérience ou de l'image que vous en avez ? 1 correspond à la note la plus faible (vous n'êtes pas du tout d'accord avec l'affirmation), 10 correspond à la note la plus forte (vous êtes tout à fait d'accord avec l'affirmation), les notes intermédiaires servent à moduler votre jugement.

Tours Habitat est une entreprise...





2021

A noter...

Une notion de sérieux toujours reconnue. Un petit repli de la proximité et de l'humain qui vient lui aussi confirmer nos recommandations sur les contacts et la perception globale.

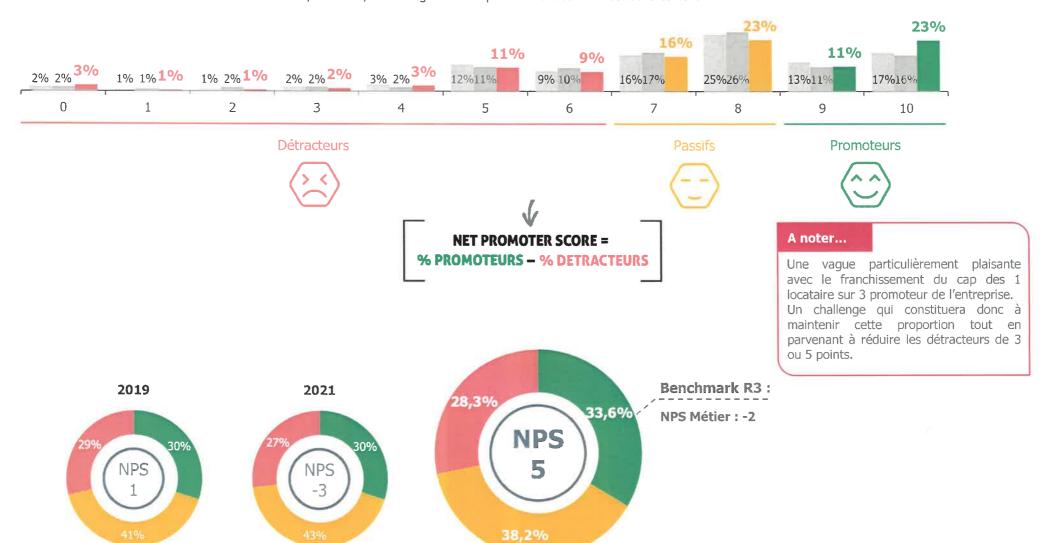


en date du 24/10/2022 ; REFERENCE ACTE : CA191022_1 Net Promoter Score



La recommandation à un tiers (en %) sur une échelle de 0 à 10

▶ Q52 : Et si vous deviez donner une note de 0 à 10, 0 signifiant que vous ne recommanderiez pas du tout votre bailleur à des membres de votre famille, des amis, des collègues et 10 que vous le recommanderiez fortement ?





NPS Triennale 2019: -5